L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

N° 43 Samedi 20 Avril 1946 — HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE — 10, rue du Languedoc, Toulouse — Prix : 5 francs

ABONNEMENTS : 3 mois, 60 fr. ; 6 mois, 115 fr. ; un an, 220 fr. — Compte chèques postaux : 1100-58

B.D.I.C

ÉDITORIAL

L'appui de la France est bon, son exemple est meilleur

Le désir de voir le Conseil de Sécurité de l'U. N. O. affronter le cas de l'Espagne est devenu une réalité. En face des premiers résultats obtenus nous pouvons nous sentir satisfaits. Voici la question que nous soumettrons à une analyse réfléchie à la recherche de risques positifs et non pas une autre sorte de résultats expérimentaux.

Nous croyons, vraiment, que tant que les délégations qui ont une voix et droit au vote dans ce Conseil international ne se montreront pas prêtes à juger notre grave et singulier problème politique sans arrière pensée et avec toute impartialité, les débats seront stériles ou tout au moins inopportuns surtout si, au lieu de dévoiler la vérité on se borne à des amplifications de l'argutie et du sophisme.

La vérité est : que Franco détient illégitimement le pouvoir; que l'Espagne vit sous un régime essentiellement antidémocratique; que le phalangisme que Franco représente a été l'allié le plus servile d'Hitler et de Mussolini, l'ennemi déclaré de la libération de la France, le bourreau inexorable des victimes que lui signalaient leur dévotion à leur conscience et à la liberté; que le régime légal instauré par l'expression souveraine de la volonté du peuple espagnol n'est autre que la République; que parmi les postulants de cette République, la volonté la plus pacifiste dans l'ordre extérieur et celle d'une justice sereine dans l'ordre intérieur, est indéniable; que des centaines de milliers d'Espagnols vivent en exil depuis sept ans et que cet exil est le seul moyen de sauver leurs convictions et leur vie même; que enfin des centaines de milliers d'Espagnols qui n'ont pas eu la possibilité de traverser les frontières ont succombé aux rigueurs de la tyrannie ou endurent des souffrances infinies que seules sont capables d'imposer la férocité et l'injustice découlant des procédés nazis et que le phalangisme a copié pour mater, dans l'esclavage, l'esprit et le corps de l'individu.

Tout ce que nous venons de dire est aussi incontestable que les promesses faites par les puissances victorieuses qui, après le triomphe, créèrent l'O. N. U., de consentir à tous les peuples le droit et le pouvoir de poursuivre leur destin national avec la seule réserve de ne pas troubler le désir universel de paix.

Personne, heureusement — et nous basons sur cela la solidité de nos commentaires — personne ne se permet de contester les caractéristiques qui placent Franco dans une position insoutenable en mettant en évidence ce qu'à d'injuste et de précaire son maintien à la tête de l'Etat espagnol.

Heureusement aussi on ne dénature pas les promesses. Pourquoi, alors, cherche-t-on des avantages à laisser de côté ce qui est fondamental et non-équivoque et aborde-t-on ce qui, étant indéterminé, peut donner facilement origine à l'adiversité des opinions? On pourra nous dire que tant que les Etats-Unis et l'Angleterre maintiendront leurs critères inéductibles, trop souvent exposés pour qu'il soit besoin d'y revenir une fois encore, nous serons placés dans une impasse.

Il nous faut déclarer ,en effet, que des formules aussi empiriques que celles qu'on nous offre pour nous rendre justice et la rendre aussi à la Démocratie universelle, ne sont pas suffisamment efficaces et surtout qu'elles ne peuvent aucunement pas correspondre à notre raison. Or, c'est la réalité et partout voici ostensiblement signalées les difficultés que notre gouvernement doit résoudre, car il a été constitué pour de tels desseins plutôt que pour les tâches normales d'un pouvoir public. L'œuvre politique en serait inédite pour les commentaristes les plus sévères; pour les moins exigeants elle serait incomplète tant qu'on n'agirait soigneusement là où l'activité exige plus de précision .Seulement lorsque les efforts et les raisonnements seront épuisés l'occasion pourrait se manifester, ce qui n'est pas le cas pour le moment, de reconsidérer la situation favorable qui a donné naissance au gouvernement de la République en exil il y a près d'un an, sous les plus flatteurs auspices à l'extérieur et sans opposition parmi les compatriotes. Nous disons cela avec l'accent d'indépendance que nous mettons à parler le langage des républicains espagnols sans préjudices ni passion partisane.

A côté de l'appui le plus décidé nous devons à la France des exemples extrêmement utiles à suivre. Au commencement de la libération elle était obligée de sanctionner les trahisons les plus flagrantes, d'innombrables cruautés, de prévenir de clairs dangers, de continuer à courir des risques d'agressions futures et, en somme, en ayant à respecter de courants d'opinions très opposés, sans que toutes ces difficultés n'empêchent d'orienter son avenir en face d'un ordre international bipartite. Eh bien! la France a affronté tous ses problèmes en écartant la guerre civile, en évitant l'excuse d'une permanence étrangère sur son territoire et en harmonisant jusqu'à l'extrême l'élasticité politique des accords entre ses partis politiques, en consultant sereinement la volonté populaire et en maintenant ses raisons en des litiges ardus avec les plus grandes puissances, jour après jour, mois après mois, sûre d'elle-même et de sa République impérissable.

Le temps, inlassable ne compte que pour ces effets.

L'ER.

DISQUE

Pureté d'un anniversaire

Un ami français qui ne partage as nos idées; un de ceux qui ont une secrète phobie de l'étranger; un de ceux qui voudraient une France paysanne, fermée et foncièrement livrée à elle-même; un de ceux qui, en 1940, 41 ou 42, nous demandaient, fort étonnés de notre ténacité : « Pourquoi ne rentrez-vous en Espagne? » Un de ces Français qui ne comprennent pas que Paris est, plutôt que la capitale de la France, l'âme du monde, et que justement la grandeur de sa patrie se mesure par les degrés de l'angle formé par ses bras ouverts aux ressortissants des autres pays, me disait, dimanche 14 avril :

— Vous luttez si hardiment contre Franco parce que vous attendez à avoir en Espagne, à votre retour, de hautes satisfactions d'ambition que vous savez ne pouvoir obtenir en France. Vous ne pouvez prétendre être ici ni un Emile Buré dans le journalisme, ni un Marcel Pagnol dans le théâtre, ni un André Gide dans le roman. Vous n'avez été en France que manœuvre dans une usine, ouvrier tourneur non qualifié, domestique agricole et petit employé dans les compagnies de T. E. Admettez que si vous étiez obligé de rester toute votre vie en France, vous n'y seriez jamais quelqu'un, vous n'arriveriez jamais à gagner votre vie que péniblement et sans gloire.

— Comment! Vous pensez que si je lutte de toute mes forces, je ne le fais que pour un intérêt bâtard, pour un complexe d'ambition? Vous êtes chrétien, dites-vous? et vous ignorez ce que c'est que la foi et le sacrifice? Vous avez une idée bien piètre de ce que c'est que sentir un idéal. Je pourrais vous répondre que ma vie en France n'a été qu'une lutte ininterrompue, tandis que vous pensiez, et beaucoup avec vous, que mon combat était vain et sans espoir. A l'usine, en 1940, j'ai prêché le travail parce que je savais bien quel étroit rapport doit exister entre le front et l'arrière-garde. « Qu'est-ce que nous allons gagner dans cette guerre? » me répondaient les ouvriers, mes camarades. Je leur répliquais sans hésiter : « Rien, c'est vrai; mais pensez d'abord à ce que vous pouvez y perdre ». Pendant les alertes, on nous obligeait à quitter l'usine et à nous abriter quelques mètres plus loin dans des tranchées, qui ne pourraient résister au moindre bombardement. J'avertissais l'ingénieur en chef que, sans le vouloir, nous faisions le jeu de l'ennemi. Un seul avion boche suffisait pour arrêter toutes les usines, même si l'appareil ne lançait aucune bombe. J'argumentais qu'il fallait rester au travail, en plein rendement, caressés par la chanson des roues qui tournaient sans cesse. Si nous étions bombardés, eh bien, nous serions morts en soldats, les armes du travail à la main. Si les torpilles tombaient sur l'usine arrêtée, nous crèverions tout de même dans nos faibles abris, et ceci d'une mort lâche, comme des soldats fuyards. Au travail, nous ne risquions pas plus qu'à l'abri, et par contre la production ne serait pas amoindrie par la seule présence d'un avion allemand en vol de reconnaissance. Croyez-vous qu'alors moi, qui risquais ma vie comme les autres, je parlais avec l'espoir d'une récompense quelconque? Ça ne vous dit rien comme témoignage de foi. Mais je ne veux plus parler de moi, ni des autres dont la lutte pourrait vous paraître personnellement intéressée. Je ne veux pas non plus vous citer des exemples d'étrangers qui ont donné des jours de gloire à la France. Je ne veux que vous faire comprendre la pureté de notre cause. Et pour atteindre mon but, je vous invite à m'accompagner à l'un des nombreux meetings qui, à l'occasion du quinzième annniversaire de la proclamation de la République espagnole, auront lieu aujourd'hui un peu partout, en France, aussi bien dans le grand Paris que dans le petit Marignac. Vous faites la grimace? Vous ne croyez pas aux orateurs? Moi non plus, je vous l'avoue, du moins à tous. Mais je crois au public, à ceux qui assistent à ces manifestations et qui en plus paient de leur poche les frais d'organisation et de propagande. Venez, venez, et vous serez étonné encore une fois de notre opiniâtreté. Vous comprendrez, en outre, cette vérité que vous devez connaître, que notre mouvement n'est pas seulement une théorie d'élites, mais une force vivante de masses qui y croient et qui s'y attachent.

A. FERNANDEZ ESCOBES.

(Suite en page 2)

L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE
Bureaux : 10, rue de Languedoc
TOULOUSE - Téléphone 271-46
DIRECTEUR : Ricardo GASSET — GERANT : Dr. A. BOYA

Le problème espagnol à l'O. N. U.

Le Conseil de sécurité ajourne sa décision sur l'affaire espagnole, enjeu des divergences qui caractérisent la nouvelle S. D. N.

VOICI une semaine, sinon décisive encore, au moins d'une importance extraordinaire pour notre cause : La Pologne a présenté au Conseil de sécurité de l'O. N. U. une demande pour que le cas du régime franquiste soit inscrit à l'ordre du jour :

« Je vous informe que j'ai reçu des instructions de mon gouvernement en vue d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur une situation dont le caractère se réfère à l'article 34 de la Charte. Cette situation résulte de l'existence et de l'activité du régime de Franco en Espagne. Je vous présenterai, en conséquence, dans les prochains jours, une requête tendant à inscrire cette question à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. »

L'article 43 de la Charte des Nations Unies, que la Pologne invoque, précise :

« Le Conseil de sécurité peut enquêter... sur toute situation... afin de déterminer si la prolongation de cette situation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

Le gouvernement franquiste a répondu, après une longue délibération, par la note suivante :

« Le gouvernement espagnol s'est occupé de la campagne communiste mondiale, qui a atteint son point culminant avec la note présentée contre la nation espagnole par le délégué polonais au Conseil de sécurité de l'O. N. U.

» Le gouvernement a été d'accord pour :

» 1. Repousser comme absolument et totalement fausse l'accusation absurde formulée par le délégué polonais. Cette accusation tend à présenter comme constituant un péril pour la sécurité mondiale un pays qui, devant les attaques continuelles et les provocations systématiques du communisme international, donne les preuves de la plus grande sérénité et d'un esprit pacifique, sans offrir seulement l'ombre d'un prétexte aux provocateurs :

» 2. Proposer aux nations représentées à l'O. N. U., avec lesquelles l'Espagne entretient des relations amicales, d'envoyer une commission de techniciens qui parcourra librement notre pays, visitera ses manufactures et ses centres de recherches, afin de contrôler l'inexactitude absolue des accusations sur de prétendus travaux relatifs à la bombe atomique. Une fois cette inexactitude constatée, une large publicité devrait être donnée aux résultats de cette visite.

» 3. Déclarer une fois de plus que le gouvernement espagnol s'opposera avec fermeté à toute espèce d'intrusion étrangère dans les affaires intérieures qui relèvent uniquement de la souveraineté nationale espagnole ».

Nous ne sommes pas encore, au moment où nous écrivons ce résumé, en mesure de prévoir la marche des événements. Mais voici une impression de Washington publiée par le « New-York Herald Tribune » de dimanche dernier :

« Franco, le dictateur de l'Espagne, pendant près d'une décade s'est trouvé dans la position diplomatique la plus difficile depuis les années de guerre quand l'Axe lui demandait d'être payé pour ses faveurs passées. Il a été mis dans cette dangereuse situation par la demande de la Pologne pour que les Nations Unies prennent des mesures contre le régime franquiste du fait qu'il est une menace pour la paix mondiale.

» Le Conseil de sécurité examinera la question probablement lundi prochain. C'est spéculer hasardeusement que de parler des mesures qu'il pourra être amené à prendre. Mais il apparaît certain qu'un examen profond du régime franquiste sera assuré.

Les hauts fonctionnaires américains des affaires étrangères ont déjà fait savoir que les Etats-Unis ne feraient rien pour empêcher que l'accusation polonaise soit discutée ouvertement. La France a déjà montré son antipathie pour Franco en fermant sa frontière à l'Espagne. La Russie est encore allée plus loin en demandant que Franco soit poursuivi comme criminel de guerre.

» Il est possible qu'on accorde à Franco le droit de se défendre comme dans un véritable procès. Une enquête faite auprès de hauts fonctionnaires diplomatiques pour savoir si on permettrait aux représentants de Franco de s'adresser au Conseil a révélé que si le Conseil entend une des deux parties il ne semble pas y avoir de raison pour ne pas aussi entendre l'autre. Le démenti donné par le gouvernement franquiste aux accusations de la Pologne semble indiquer qu'il profiterait volontiers de cette occasion.

» Sans préjuger du succès de la démarche polonaise, la discussion en vue semble indiquer qu'elle contribuera à accentuer la campagne de pression des Alliés pour forcer l'Espagne à un changement de régime sans qu'il y ait du sang versé.

» Les hauts fonctionnaires américains des affaires étrangères ont exprimé l'espoir que ce changement pourrait être mené à bien en insufflant dans l'armée la ferme conviction que le maintien de Franco au pouvoir ne servira qu'à séparer de plus en plus l'Espagne du reste du monde. Il ne faut pas oublier que ce fut l'armée, avec l'aide des nazis et des Italiens, qui mit Franco au pouvoir ».

C'est là la pensée américaine, la pensée officielle :

1. Examen à fond du régime franquiste;

2. Cet examen aurait la forme d'un procès;

3. Il faut augmenter constamment la pression pour un changement de régime sans qu'il y ait du sang versé;

4. Il faut convaincre les militaires que si ce changement ne vient pas ils seront coupables de l'isolement progressif de leur Espagne;

5. Même si ces militaires opéraient ce changement sans versement de sang ils seraient, cependant, tenus pour coupables d'avoir profité de l'aide des nazis et des fascistes pour s'emparer du pouvoir. La chose est assez claire et nous pouvons dire que c'est depuis longtemps la note la plus optimiste que la presse anglo-saxonne ait publiée comme s'il s'agissait d'une fête. Franco distribue des invitations pour visiter les — selon lui — inexistants laboratoires atomiques allemands de l'Espagne. Il a invité déjà les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Egypte, les Pays-Bas, le Brésil et dernièrement l'Australie, par l'intermédiaire de l'Angleterre, car les Australiens n'ont pas de relations diplomatiques avec l'Espagne franquiste.

Mardi, « Le Monde » publiait une note dans laquelle, en commentant l'invitation de Franco aux Nations Unies :

» D'autre part, bien que l'invitation adressée par Madrid aux Nations Unies, tendant à l'envoi en Espagne d'une commission chargée de s'assurer qu'aucun savant allemand n'effectue de recherches atomiques, soit étudiée attentivement par les délégations, les milieux de l'O. N. U. estiment que le gouvernement espagnol fait preuve, en l'occurrence, d'une méconnaissance totale de l'esprit de la Charte et du rôle du Conseil de sécurité.

» Ces mêmes milieux n'écartent pas absolument l'idée d'une commission d'enquête internationale, mais ils soulignent que cette commission pourra être composée de délégués appartenant à une nation quelconque, même si cette dernière n'entretient pas de « relations amicales » avec Madrid, contrairement à la proposition du cabinet espagnol.

» Quant à la condition préalable posée par Madrid de déclarer sans fondement les accusations de la Pologne, elle semble également incompatible avec la Charte.

» Contrairement à certaines informations, il apparaît, en outre, impossible qu'un représentant espagnol soit appelé à témoigner devant le Conseil. En effet, l'article 32 de la Charte prévoit la comparution du représentant d'un pays non membre des Nations Unies lorsque ce pays est partie dans un différend. Or, selon les milieux polonais, l'affaire espagnole constitue seulement une « situation » dont le conseil est seul juge, sans avoir à entendre les parties intéressées.

» Au reste, il ne fait actuellement plus de doute que les onze délégations accepteront, à l'unanimité, l'inscription de l'affaire espagnole à l'ordre du jour permanent.

» Selon toute probabilité, M. Henri Bonnet, ambassadeur de France, insistera pour que le conseil intervienne. Il demandera une action immédiate, du moins une enquête approfondie sur le danger que constitue l'Espagne franquiste pour la France en particulier, et pour la paix mondiale en général ».

Dans plusieurs villes anglaises, ainsi que dans plusieurs villes de divers pays démocratiques il y a eu de grandes démonstrations populaires pour appuyer la demande polonaise près du Conseil de sécurité. Des réunions antifranquistes ont eu lieu à Manchester, Bristol, Glasgow, Dundee, Plymouth et Nottingham à l'occasion du quinzième anniversaire de la République espagnole.

Dans tous les meetings on a demandé la rupture des relations avec l'Espagne franquiste.

Au Danemarrk, une foule estimée à 200.000 personnes acclama, à plusieurs reprises, les orateurs qui parlaient en faveur de cette rupture.

Cependant, à Madrid, Franco, tout en invitant les gens, entrave l'action du Conseil allié de contrôle qui doit prendre à charge des entreprises et propriétés allemandes en Espagne. Ces difficultés, a déclaré le porte-parole du Conseil, proviennent de ce que le gouvernement de Franco ne reconnaît pas ce Conseil. Le Conseil allié de contrôle ne peut, de ce fait, réclamer des titres légaux intéressant des propriétés qu'on estime à vingt millions de dollars, et qui doivent être contrôlées par cet organisme. Mais le total des avoirs allemands en Espagne s'élève à cent millions.

Et mercredi le Conseil de sécurité de l'O. N. U. a commencé l'examen de la question espagnole.

Le délégué polonais a déclaré que le gouvernement de Franco avait déjà causé des difficultés internationales et mis la paix en danger. Il lui reproche d'avoir obligé le gouvernement français à fermer la frontière avec l'Espagne, d'avoir mené des troupes le long de la frontière française, abrité des capitaux nazis, donné asile à des criminels de guerre et aidé des savants allemands à mettre au point en territoire espagnol de nouvelles armes.

M. Henri Bonnet a pris ensuite la parole. Il a rappelé, tout d'abord, l'aide apportée par l'Espagne de Franco à l'Allemagne et à l'Italie pendant la guerre.

Il s'étonne que, aux yeux de certains, la situation existant en Espagne ne semble pas être une menace pour la sécurité internationale. « Il est invraisemblable que pareille thèse puisse prévaloir après une guerre dont un des buts principaux, proclamé sans relâche par les dirigeants des Nations Unies, a été de faire disparaître les gouvernements nazis et fascistes, responsables de la catastrophe mondiale. »

M. Van Kleffens, premier délégué hollandais, s'est élevé contre le projet polonais qui, selon lui, manquerait de bases suffisantes.

Par contre, le délégué des Etats-Unis, M. Stettinius, a déclaré : « Les Etats-Unis éprouvent la plus grande amitié envers le peuple espagnol, mais ne veulent conclure aucun accord économique ou autre, prouvant cette amitié, tant que Franco restera au pouvoir. » Cependant, il ajoute : « La position des Etats-Unis vis-à-vis de Franco est la suivante :

» 1. Le peuple espagnol lui-même (il dit « lui-même ») doit déposséder Franco du pouvoir;

2. Les Etats-Unis souhaitent ardemment que ces changements s'accomplissent sans aucune effusion de sang. »

L'Ambassadeur de Pologne nous déclare :

M. l'ambassadeur de la Pologne a bien voulu recevoir le correspondant à Paris de « L'Espagne républicaine » à la veille du conseil de sécurité; il a accédé à lui faire les déclarations suivantes :

« Le gouvernement polonais a décidé de poser le cas espagnol car il est de l'avis que l'existence du régime fasciste du général Franco menace la paix. Les résolutions de Potsdam décidaient de liquider les restes du fascisme comme étant un danger pour la paix. Dans cet ordre d'idées la proposition polonaise est la conséquence des décisions antifascistes de la réunion de Potsdam. Le droit moral d'intervenir dans l'affaire espagnole appartient à la Pologne du fait que des milliers de Polonais ont participé à la défense de la démocratie espagnole. Deux mille Polonais sont tombés sur les champs de bataille d'Espagne lors de la guerre civile au temps où le gouvernement profasciste de Beck envoyait au général Franco des armes et des munitions et enlevait les droits de citoyen aux Polonais qui ont lutté aux côtés de la République espagnole; des milliers de démocrates polonais combattaient à Teruel et Madrid pour la démocratie espagnole. Ils ont lutté contre le même ennemi qui, quelques années plus tard, a menacé la Pologne. La Pologne qui a perdu cinq millions de citoyens dans le combat contre le fascisme a le droit de prendre sur elle l'initiative de liquider le dernier refuge du fascisme en Europe. Il est prouvé que l'Espagne de Franco est un refuge de nazis dont des dizaines de milliers sont au service du général Franco. Ils s'occupent en Espagne, sous la protection de Franco à des recherches sur la bombe atomique. Enfin, dernièrement Franco a manifesté son désir de recevoir en Espagne ceux des soldats de l'armée Anders qui refuseraient de revenir en Pologne. Franco offre le droit d'asile à tous les éléments fascistes. Ceci est un fait connu. Ceci est aussi une menace évidente pour la paix. En Pologne j'ai constaté, aussi bien parmi les hommes d'Etat que dans le peuple tout entier, la joie et la fierté que le gouvernement polonais ait pris l'initiative de liquider le dernier vestige du fascisme en Europe. »

M. Giral nous dit :

M. Giral, pour sa part, a tenu à nous dire que « le geste de la Pologne de renouer ses relations avec l'Espagne libérale que nous représentons, l'Espagne juste et généreuse qui ne veut vengeances ni guerre civile, nous remplit d'espoir et nous confirme dans notre sécurité. La Pologne est la première puissance européenne qui reconnaît le gouvernement espagnol. L'Espagne aura à payer à la Pologne cette dette de gratitude. Notre pays fut le premier assailli par le fascisme comme prélude de la guerre mondiale dont la Pologne fut la première victime. Cette communauté de sort, maintenant que la Pologne est libérée, augmente notre foi en une prochaine libération de l'Espagne du joug d'un dictateur anachronique et dégradant. »

1. Sur une place de Copenhague une foule de Danois observe une minute de silence devant le monument élevé à la mémoire des morts dan sles camps de concentration. — 2. Vue générale de la salle du Parc des Expositions è Paris pendant le 26e Congrès National de la C. G. T. qui s'y est tenu le 8 avril. — 3. Une foule nombreuse de manifestants emplissait la grande salle du Parc des Sports. à Toulouse, lors du meeting du 14 avril, pour commémorer l'anniversaire de la République espagnole. — 4. Vue de la Tribune d'honneur et de la Présidence.

(Photos reportages Yan et « New-York Times»).

BULLETIN INTERNATIONAL

PERPLEXITÉS ABUSIVES

L'affaire d'Iran semble réglée (au moins provisoirement, car on ne sait jamais...) par le récent accord intervenu entre Téhéran et Moscou. L'alerte cependant fut plutôt chaude, un peu par la faute des gouvernements adverses et beaucoup par celle des trusts pétroliers, dont la presse, mercenaires et naïfs mêlés, tenta sans succès de brouiller les cartes. Le calme était à peine revenu que le conseil de sécurité se trouvait en présence d'un problème non moins irritant : le problème espagnol.

Dans l'intervalle, le public n'a prêté qu'une attention distraite à la disparition de la S. D. N. genévoise. M. Paul Boncour l'a enterrée avec componction. Construite sur une base trop étroite, puisqu'elle ne comprenait ni la Russie soviétique ni les Etats-Unis, la S. D. N. a malheureusement laissé derrière elle un lourd héritage d'habitudes mentales. Certes, l'Organisation des Nations Unies est autrement armée que sa devancière; elle dispose, ou va disposer, d'une force militaire qui devait lui permettre de parler haut et clair. Mais osera-t-elle se servir du « big stick » que la sagesse de ses fondateurs a mis entre ses mains? Tout est là. Or, nous ne nous lasserons jamais de le répéter : il semble que la vieille diplomatie, avec sa conception surannée de la souveraineté et de la hiérarchie des Etats, refuse d'abdiquer. Déjà, elle avait déçu les pacifiques par les réserves dont elle avait entouré sa promesse de renoncer à entreprendre la guerre pour réaliser des fins politiques. Son refus de préconiser l'intervention, lorsqu'il s'agit de sauver ou de débarrasser un peuple de la tyrannie, n'est pas moins inquiétant. Il semble, à la voir manœuvrer, qu'elle constitue une classe d'hommes supérieurs à toute morale et dont l'unique ambition semble être de se ménager, sur la scène du monde, des possibilités de jeu. Jusques à quand les masses tolèreront-elles que, par un dilettantisme qui recouvre souvent de sordides intérêts, on les engage dans des risques mortels? Avec leur bon sens, elles savent d'emblée où est le devoir. Les résolutions votées naguère par les Trade-Unions, par les syndicats américains ou norvégiens, par le récent congrès de la C. G. T. française, ne laissent planer aucun doute sur les volontés du monde du travail. Mais il suffit qu'un gouvernement constitué se fasse leur porte-parole pour qu'aussitôt les résistances s'organisent. Témoin la mise en accusation de Franco devant le conseil new-yorkais.

On connaît la genèse de l'affaire. La France avait pris l'initiative de rompre les relations économiques avec le dictateur de Madrid. La Grande-Bretagne et l'Amérique ayant refusé de suivre leur alliée, la Pologne est venue à la rescousse. C'est que depuis la fermeture de la frontière des Pyrénées, un certain nombre d'événements graves se sont produits : d'abord, le renforcement des troupes franquistes de couverture; ensuite, le 9 avril, et comme par bravade, l'occupation par cent soldats phalangistes, de l'enclave de Llivia; le 16 du même mois, la divulgation, par Quentin Reynolds, speaker de la radio américaine, de documents établissant que des Allemands se livraient à des recherches « atomiques » dans la région de Bilbao. Il y a là tout un ensemble de faits qui semblent manifester une volonté fort nette d'agression. Nous ne parlons pas, bien entendu, du discours dans lequel le Caudillo se faisait fort de réduire la France à merci aussi aisément que l'avaient fait ses amis hitlériens en 1940. La demande du délégué polonais, M. Oscar Lang, fondée sur les articles 33 et 35 de la charte de San-Francisco, était donc parfaitement recevable. Il y avait vraiment, du côté de l'Espagne, des « menaces contre la paix ».

Mais le gouvernement de Varsovie passe, auprès des Anglo-Saxons, pour inféodé à Moscou. Il était trop tentant de ne voir dans son intervention qu'un essai de poussée des Soviets vers l'Occident méditerranéen. Le Foreign-Office, dont ce sont surtout les bureaux qui gouvernent, en dépit de M. Bevin, a immédiatement fait preuve d'une froideur caractéristique. Les Américains ont été plus divisés. Une partie de leur presse a reconnu tout de suite la nécessité de liquider, à cette occasion, le dernier foyer officiel de fascisme existant encore en Europe. Le Saint-Louis Post Dispatch, le Christian Science Monitor s'accordaient, il y a quelques jours, à publier des éditoriaux approuvant le point de vue polonais. Mais le puissant New-York Times et la non moins influente New-York Tribune, tout en se déclarant hostiles à la dictature franquiste, n'en développaient pas moins les deux thèses que ne manqueront pas de soutenir au conseil de sécurité les délégués de Washington. « La question principale, dit le premier, n'est pas de déterminer si le régime de Franco est antidémocratique, réactionnaire et totalitaire, car chacun le sait déjà — mais si, discrédité et méprisé comme il l'est, isolé du reste de l'Europe et gouvernant une nation appauvrie dont le prestige est éteint, il met en danger la paix du monde. » Et le second d'ajouter avec moins hypocrisie peut-être, mais le résultat est le même : « Du point de vue politique, la question espagnole ainsi posée présente deux dangers possibles. Le premier est qu'elle pousse l'O.N.U. à assumer des fonctions administratives et gouvernementales qu'elle n'est pas à même de remplir. Le second est qu'elle pousse les délégués à engager des débats sans rapport avec la paix internationale et la sécurité mondiale, mais liés au souci de leurs propres politiques et de leur propagande. La Pologne a eu raison de soulever la question. Mais il reste au conseil à agir en tenant compte de la loi comme de la politique, il faut lui laisser le droit de les établir le plus sainement. » M. Byrnes, il y a deux jours, ne parlait pas autrement.

On voit par ces deux extraits la tactique qui se dessine : 1° On minimise l'importance du conflit en déclarant qu'après tout l'Espagne ne représente pas une force telle qu'elle puisse mettre en danger la paix mondiale; 2° On prétend éviter à l'O.N.U. la perte de prestige que lui vaudrait un échec (mais pour le lui éviter, il suffit de vouloir); 3° On fait passer la « politique », avec tous les compromis — et toutes les compromissions — qu'elle suppose, avant la loi, c'est-à-dire, ici, avant la morale. Mais où l'on voit pointer le bout de l'oreille, c'est quand on rabaisse la volonté d'extirper d'Europe les derniers vestiges du fascisme à je ne sais quel désir de servir « une » politique (on sait laquelle) et « une » propagande. Là comme ailleurs, en ne feint la perplexité, qui pourrait avoir de nobles raisons — le juste et l'injuste sont malaisés, souvent, à distinguer — que pour retarder la défaite du mal; car le mal, pour beaucoup, est source de profits, même lorsque — et c'est le cas pour Franco l'hitlérien — il crève les yeux de l'univers.

Pierre ORSINI

LE CONSEIL DE SECURITE AJOURNE SA DECISION SUR L'AFFAIRE ESPAGNOLE

New-York, 18 avril. — La 35e séance du conseil de sécurité a commencé ce soir à 21 h. 10 (heure française), en présence de M. de Los Rios, ministre des affaires étrangères du gouvernement républicain espagnol.

La parole est donnée au délégué britannique, sir Cadogan, qui déclare que le fait de discuter de l'existence du régime franquiste constitue une ingérence dans les affaires intérieures de l'Espagne.

Sir Alexander Cadogan prétend que la rupture des relations avec l'Espagne n'est pas justifiée. Il souligne que les chiffres des effectifs des troupes espagnoles à la frontière française cités par la Pologne sont exagérés et que le gouvernement britannique ne possède aucune information sur la présence des criminels de guerre en Espagne.

M. Gromyko soutient la thèse polonaise

M. Gromyko proteste

La politique de non-intervention a favorisé l'expansion de l'Allemagne et a abouti « à des montagnes de corps et des rivières de sang ».

Contrairement à ce qu'affirme sir Cadogan, M. Gromyko maintient qu'il y a au moins 80.000 nazis criminels de guerre en Espagne.

Après avoir repris différent points de la résolutions polonaise, le délégué soviétique adjure le conseil de l'adopter.

Le Brésil est contre

Après avoir demandé que le conseil décide une enquête sur les activités des savants nazis en Espagne, M. Velloso, délégué du Brésil conclut en disant qu'il voterait contre la résolution polonaise.

L'Australie demande un supplément d'enquête

Le délégué australien, le colonel Hodgson demande une enquête approfondie ainsi que la création d'une sous.commission de cinq membres qui serait chargée d'examiner les faits et devrait remettre son rapport avant le 17 mai.

Ainsi que la Chine

Le délégué de la Chine demande à se documenter plus avant avant de prendre position. Il souligne que son gouvernement n'a jamais reconnu le gouvernement de Franco.

En conclusion, deux groupes se sont formés. Sont pour la rupture : la Pologne, la France, le Mexique et la Russie soviétique; sont contre pour l'instant : les Pays-Bas, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Brésil. Demandent également une enquête l'Australie et la Chine.

La séance a été levée et la prochaine fixée à mardi prochain. A cette occasion, sur la demande de M. Gromyko, le rapport du comité des experts sur la question iranienne sera en tête de l'ordre du jour mardi.

∴

M. Lange a remis aux membres du conseil les copies du memorandum soumis à la délégation polonaise par le général Sarabia, ministre de la guerre du gouvernement républicain espagnol.

Ce document cite les travaux accomplis par les franquistes pour miner les routes et établir les emplacements de pièces antichars, notamment à la sortie du tunnel de Somport, près de la gare internationale de Canfranc. Des nids de mitrailleuses ont été installés un peu partout.

GFP 3321

ROOSEVELT

champion du Droit et de la Liberté

POUR bien comprendre l'homme et son œuvre, il faut raconter sommairement sa vie. Né en 1882, Franklin Delano Roosevelt fut, jusqu'en 1921, un favori du sort et le type même de l'homme heureux. Il descendait d'une vieille famille hollandaise débarquée dans le Nouveau Monde dès le début même de la colonisation. C'est donc l'un des plus anciens fils de la libre Amérique. Pendant son mandat de gouverneur de l'Etat de New-York il s'était révélé un chef plein de ressources, de courage et d'humanité. Mais il avait derrière lui un long apprentissage de la politique. Il appartenait à une famille riche et distinguée. Il avait fait ses études aux Universités Harvard et Columbia. De bonne heure, il avait décidé de suivre l'exemple de son parent républicain, le président Théodore Roosevelt et s'était activement intéressé à la politique.

Il se fit remarquer tout de suite par deux qualités qui devaient persister à travers toute sa vie : sa devotion aux principes progressifs, son talent pour gagner la confiance des gens dans toutes les catégories de la société. Il fut député à l'Assemblée d'Etat de New-York, devint sous-secrétaire d'Etat à la marine dans le cabinet Wilson, se présenta à la vice-présidence des Etats-Unis en 1920.

C'est alors qu'au seuil d'une brillante carrière, il fut frappé par la poliomyélite qui entraina une paralysie des extrémités inférieures.

En 1928, il devint gouverneur de New-York, obtenait plus de voix que n'importe quel autre candidat de la liste démocrate. Deux ans plus tard, il fut triomphalement réélu, à une majorité encore plus considérable. Son passé, son expérience faisaient de lui, sans doute, en 1932, le leader démocrate le plus expérimenté du pays

Le président Roosevelt n'était pas seulement expérimenté et informé Il avait dans le peuple une foi aussi instinctive que celle de Briand, dans la démocratie une foi rationalisée aussi profonde que celle de Wilson Il avait une grande habileté politique. Il n'ignorait rien de l'art de mener les hommes.

Opportuniste quant aux moyens, il ne cédait pas sur le but. Prêt à des compromis sur les points d'importance secondaire, il abandonnait rarement l'essentiel. Il savait que la politique est un art aussi bien qu'une science. Il ne se laissait pas décevoir par l'idée que la société pouvait être refaite par des plans ou que la tâche de l'homme d'Etat était comparable à une sorte de gérance scientifique. Il avait étudié le passé de l'Amérique, il comprenait le monde dans lequel il vivait; il était prêt à amorcer l'organisation du monde de demain. Il avait confiance dans les politiciens, mais se défiait des experts. Il était sensible à l'opinion publique, mais n'hésitait pas à la façonner et ne craignait pas de la défier.

Il s'intéressait à beaucoup de choses, avait une énergie infatigable, une vitalité et un entrain contagieux qu'il communiquait à ceux qui l'entouraient, qu'il allait communiquer à tout un peuple.

Aux yeux de beaucoup de contemporains, le « New Deal » apparut comme une révolution. En réalité, il fut conservateur au sens où les démocraties de Jefferson et de Wilson avaient été conservatrices. Il visait à protéger contre les violences de la gauche et l'aveuglement de la droite l'essentiel de la démocratie américaine, l'équilibre des intérêts garantis par la Constitution, la propriété, la sécurité et la liberté humaine.

La philosophie du « New Deal » fut démocratique, sa méthode progressive. Parce que, depuis quinze ans, les réformes législatives avaient été endiguées, elles inondèrent le pays avec une apparente violence; mais quand les eaux se retirèrent, on a vu quelque chose de familier.

Dans le domaine international, la politique du « New Deal » fut nettement la continuation de la politique traditionnelle qui consistait à renforcer la sécurité nationale, à maintenir la liberté des mers, à appuyer le droit et la paix, à défendre la démocratie dans le monde occidental.

Le programme intérieur de Roosevelt, comme celui de Wilson, fut interrompu brusquement par la tempête qui soufflait à l'extérieur.

Dès le début du second mandat, il fut évident que les problèmes internationaux prendraient le pas

sur les problèmes intérieurs. Au lendemain de la guerre, et de plus en plus, à partir de 1930, le système de sécurité collective rêvé par Wilson, se désintégra.

Les événements évoluèrent alors avec une vitesse foudroyante.

Chacun des trois pays totalitaires commença tour à tour à se montrer agressif. Chacun bâtit une machine militaire, menaça ses voisins plus faibles, s'embarqua dans des aventures impérialistes...

Mais à mesure que le véritable caractère du totalitarisme devenait plus clair, l'Amérique vit son appréhension grandir. Quand l'Allemagne, l'Italie, le Japon renouvelèrent leurs agressions l'appréhension se mua en indignation.

Entre 1936 et 1939, l'Espagne fut déchirée par une guerre dans laquelle les armées et les avions d'Hitler et de Mussolini aidèrent les rebelles à renverser le régime républicain, pendant que les démocraties pratiquaient la non-intervention...

Le président Roosevelt s'efforça alors de faire comprendre aux Américains ce qui se passait dans le monde et d'armer l'Amérique, moralement et matériellement. Parlant à Chicago, en 1937, il demanda une « MISE EN QUARANTAINE » morale des Etats agresseurs et montra au Congrès la nécessité absolue d'augmenter les crédits militaires. « LA PAIX BASEE SUR LA CRAINTE », déclara-t-il dans un avertissement adressé aux dictateurs, « N'EST NI MEILLEURE NI PLUS DURABLE QUE LA PAIX APPUYEE SUR L'EPEE ».

Il refusa de céder à la crainte ou d'être intimidé par la force.

Si Roosevelt s'est révélé comme un très habile manœuvrier politique, il n'a jamais cessé d'apparaître comme un grand idéaliste qui garde cette noblesse de pensée dans les actes de sa vie politique comme dans ses rapports avec le gouvernement des autres peuples et sa conduite dans les affaires internationales.

Pour l'établissement d'une paix solide et la nouvelle organisation du monde, il ne se serait certainement pas prêté à d'égoïstes abus de pouvoir et se fût toujours efforcé de faire adopter les arrangements les plus favorables à une longue quiétude internationale.

Quelques mots résument son caractère et suffisent pour expliquer sa conduite politique : haute valeur morale, humanité, idéalisme, amour de la justice et de la liberté...

Son nom est, dès à présent, inscrit parmi les noms des plus grands champions du Droit et de la Liberté.

Dr A. BOYA

LE XVe ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE

a été brillamment commémoré par les exilés espagnols en France

LE 14 AVRIL A PARIS

PARIS. — (Chronique télégraphique de notre correspondant à Paris V. ALBA) :

Ce 14 avril est le septième que nous fêtons hors de chez nous; c'est le dernier, selon l'opinion générale; c'est le dernier, selon M. Giral qui nous en donna l'espoir dans la conférence très documentée, très nette et très réfléchie qu'il a tenu à Paris, salle Wagram. Conférence sans cris, mais sans hésitations; une conférence, en somme, de chef de gouvernement.

Il y avait des milliers d'Espagnols et beaucoup de Français dans la salle; mais il y en avait encore dans la rue et sur les trottoirs pas loin de la tombe du Sordat Inconnu, devant lequel défilèrent, il y aura bientôt deux ans, des tanks espagnols.

Le général Hernandez Sarabia, ministre de la défense nationale, présidait la séance. A la tribune, quelques ministres. Dans le public espoir et chaleur d'adhésion. Tous les partis et toutes les organisations étaient représentés. Dans ce jour nostalgique, qui était un jour de joie et d'enthousiasme, et que dans un avenir prochain rappellera la liberté reconquise, M. Giral s'adressa à l'Espagne plutôt qu'à ceux qui l'écoutaient.

M. Giral a déclaré notamment : « La crainte d'une guerre civile qu'ont certains pays, est sans fondement. Le sang coule maintenant sous le régime franquiste : il ne coulerait pas si la République était instaurée. Nous sommes en droit de penser que le peuple espagnol nous préfère. Mais si, au cours des élections, il se prononçait autrement, nous ne nous opposerions pas à sa volonté. »

Avant la conférence de M. Giral, qui a été très applaudie, s'était réunie, dans les salons de la présidence de la République espagnole, la « Junte Permanent d'Etat », qui était prévue par le décret présidentiel de 1933. Cet organisme est composé de droit par les présidents des régions autonomes et les anciens présidents de gouvernements, et présidée par le président de la République. Parmi les personnalités espagnoles se trouvant en France qui ont le droit de faire partie de cette Junte, il faut noter MM. Giral, chef du gouvernement, et MM. Manuel Portela Valladares, Santiago Casares Quiroga y Juan Negrin, anciens présidents de gouvernement, ainsi que MM. José Irla, président du gouvernement catalan, et M. José Antonio de Aguirre, président du gouvernement basque.

MM. Santiago Casares Quiroga et Juan Negrin se sont refusés à assister à cette réunion.

M. Bernardo Giner de los Rios, ancien ministre, qui vient d'arriver du Mexique, a été énommé secrétaire de ladite Junte.

M. Martinez Barrio, président de la République, a offert l'après-midi une réception dans les salons de sa résidence. Nous vîmes là des ministres, des anciens ministres, des généraux, des dirigeants d'organisations syndicales, des officiers, des journalistes, des écrivains, des artistes, des ouvriers, des paysans,.. toute l'Espagne enfin vivante et active, représentée par des centaines d'Espagnols qui, par suite d'un provisoire qui dure depuis sept ans, habitent la capitale de la France.

Le président donna l'accolade à tout le monde, et tout le monde signa le livre d'adhésions, sans oublier les correspondants de « L'Espagne Républicaine ».

A cette réception ont assisté plusieurs personnalités françaises, ainsi que les délégués de divers partis politiques et organisations syndicales françaises.

Dimanche matin, avant la conférence de M. Giral, les partis espagnols s'étaient réunis dans l'intimité.

Dans le Palais de la Mutualité, le M. L.-C. N. T. de France, tint un meeting, dans lequel Mme Montseny et MM. Ciutat et Esgleas parlèrent devant un public nombreux et enthousiaste.

La nuit, à la salle Pleyel les artistes espagnols dansèrent, chantèrent pour nous les Espagnols. Il y avait le président de la République et quelques ministres.

En écoutant ces artistes, on a passé quelques heures en Espagne. En finissant on a joué l'hymne espagnol de Riego. Tout le monde debout, personne ne pouvait échapper au souvenir poignant des heures de gloires d'il y a quinze ans... De ces journées qui vont se répéter bientôt, dans quelques mois

V. ALBA

LE 14 AVRIL A TOULOUSE

Les républicains espagnols et les républicains en général avaient été conviés à assister au grand meeting, organisé au Parc des Sports de Toulouse, le dimanche 14 avril, à 9 h. 30, pour célébrer le quinzième anniversaire de l'avènement de la République espagnole.

L'ambiance qui régnait dans la magnifique salle fut en tous points enthousiaste et l'accueil fait à tous les orateurs fut particulièrement chaleureuse.

G. Juan Domenech, de la C. N. T., qui préside, adresse, en ouvrant la séance, un souvenir ému à nos frères restés en Espagne et exprime le souhait général que cette manifestation soit la dernière célébrée en exil.

M. BADIOU

M. Badiou, le sympathique et populaire maire de Toulouse, est accueilli par une ovation formidable.

Il déclare ne pas parler en tant que maire de Toulouse, ni en tant que président du Comité France-Espagne. Il veut parler au nom du peuple français qui appuie de toutes ses forces la cause de la République espagnole. Cette cause il l'a déjà défendue en 1936 en Afrique du Nord. Il pensait que la libération de la France entrainerait celle de l'Espagne et il regrette qu'il n'en ait pas été ainsi pour des raisons internationales qui, selon lui et beaucoup d'autres, ne sont pas justifiées.

Il rappelle comment le consul de Franco lui avait demandé une audience et comment il la lui refusa. « La France, termine-t-il, a fait, elle, tout ce qui est en son pouvoir pour qu'on rendre justice au peuple espagnol. »

Francisco ANTON

Anton, du parti communiste espagnol, exprime sa satisfaction de voir, après six années, réunis tous ensemble dans une manifestation commune pour fêter la République.

« Nous nous sommes unis et nous allons nous unir davantage encore, dit-il, pour rétablir la République en Espagne ». Il parle ensuite de l'entrée des communistes dans le gouvernement pour défendre la République, seul régime possible en Espagne. Il affirme que la direction de la lutte antifranquiste est du seul ressort du gouvernement et qu'il ne saurait y avoir de double commandement. C'est ce que nous faisons et que nous continuerons de le faire, car nous savons faire honneur à nos engagements.

L'Espagne n'est nullement partisane de blocs, qu'ils soient d'Orient ou d'Occident, mais d'une Europe complètement libre.

Il dédie un souvenir à la mémoire de Christino Garcia et il rend un fervent hommage aux hautes représentations républicaines d'Azana, Companys, Largo Caballero, etc.

Carlos de JUAN

Carlos de Juan parle au nom des partis républicains. Il fait une histoire en raccourci des deux Républiques que nous avons eues, et le bilan de la deuxième sur le terrain des réformes sociales et politiques qui provoquèrent ces deux mouvements monarcho-militaires du 10 mai et du 10 août. Il rappelle la fin tragique de toutes les tyrannies celle de Napoléon en France celle d'Hitler en Alemagne, celle de Mussolini en Italie, celle de Narvaez en Espagne, qui provoqua la Révolution de septembre. Franco a commencé plus mal, il finira sous le mépris de tous les peuples.

Des deux solutions proposées au problème d'Espagne, une seulement est valable, car elle est la seule dont le peuple veut : la République. Il parle de la création du Conseil supérieur de l'Etat, dont la composition est un résumé de l'histoire de notre République. Et il ajoute : « Le gouvernement et ses institutions ne seraient rien sans l'appui de tous les partis et de toutes les organisations car ce sont eux qui représentent vraiment le peuple. »

« Il ne faut pas oublier que Franco, quand il nous a vaincus, a cru qu'il avait tué la République. Mais Franco oublia de l'enterrer. Or, la République n'était pas morte. En voici la preuve puisque nous sommes ici. »

Horacio PRIETO, ministre du gouvernement espagnol

Une grande ovation reçoit le ministre des travaux publics, représentant la C. N. T. au sein du gouvernement de la République. Il salue tout le monde au nom du gouvernement. Il parle des deux Républiques que l'Espagne a eues. Nous allons vers la troisième. Il analyse les erreurs qui ont amené la perte de ces deux Républiques : « La deuxième République a commis de très graves erreurs, car on n'a pas compris qu'il fallait tenir compte d'une période de transition. La monarchie se suicida en ne comprenant pas et en ne tenant pas compte du progrès social. Ce sont les organisations ouvrières, depuis 1909 jusqu'en 1934, qui nous ont amené vraiment la deuxième République et ce sont elles qui, une fois encore, nous amèneront la troisième. »

Il rend un tribut d'admiration aux intellectuels libéraux qui ont lutté et continuent de lutter sans esprit de classe pour la République libérale.

« On nous dit que la classe ouvrière est un danger pour le monde. C'est une erreur profonde. Nous défendons tous la République. La journée du 19 juillet en est la preuve. Il ne peut y avoir de solutions intermédiaires. La solution républicaine est la seule possible. Le gouvernement Giral ne veut pas de plébiscite; il ne demande ni interventions, ni aides. Il ne réclame que la justice. Il faut agir par tous les moyens pour gagner la bataille.

« Quel danger sommes-nous pour l'ordre international? » continue-t-il. « Qu'avons-nous dit? Qu'avons-nous proposé? Ce que nous voulons, ce n'est, uniquement et exclusivement, que le rétablissement de la République sans imposition du communisme, ni du communisme libertaire. Nous ne demandons que la République, seulement et exclusivement. (Ovation.)

» Nous ne sommes totalitaires, ni « intégralistes ». Nous n'admettons pas qu'un parti s'impose aux autres. Nous sommes reconnaissants pour toute aide désintéressée qu'on nous donne sans hypothèques, car nous n'accepterions pas, parce que nous voulons une Espagne meilleure. Pas de blocs occidentaux, pas de blocs orientaux. Nous voulons être libres sans porter préjudice aux uns ou aux autres, car nous aimons la liberté.

» Le gouvernement républicain est un gouvernement d'unité, d'action et de lutte et qu'on y soit représenté ou non tout le monde a le devoir de lui apporter un appui total, une aide sans réserve. » (Ovation prolongée.)

∴

Le président J. Juan Domenech résuma les discours. Il salua en termes choisis et chauds une délégation arrivée de l'intérieur de l'Espagne. Inutile de dire quelle unanime acclamation s'éleva à l'adresse de ces compatriotes.

Ainsi prit fin cette grandiose manifestation que clôturèrent l'hymne de la République espagnole et la « Marseillaise ».

Et la foule, lentement, s'écoula avec un peu plus de baume dans le cœur.

Un grand gala d'art populaire a été donné dimanche, au théâtre du Capitole de Toulouse, pour célébrer la commémoration de la date historique de la proclamation de la IIe République espagnole.

Il était organisé par le « Casal Catala de Tolosa » et Cobla « Catalunya », avec le concours de l' « Esbart » du « Casal » et la chorale Déodat de Séverac, et était placé sous les auspices de l'Institut d'Etudes Occitanes.

Auditions de « Sardanes de Concert » et de chœurs sonores, exibitions de « danses folkloriques catalanes », rien ne manqua à cette fête pour lui donner la couleur catalane et aussi sa chaleur.

Il y aurait trop de félicitations à distribuer. Tous se prodiguèrent avec cœur et talent.

Le résultat fut, ce qu'il ne pouvait manquer d'être, un régal pour tous.

L'après-midi du même jour s'était déroulé déjà, sur la grande place du Capitole, un bal animé par la « Cobla Catalunya ». Les jeunes avaient donné essor à leur exubérance, les vieux, en cette occasion, avaient retrouvé leurs jjambes de 20 ans.

Bref, dans l'après-midi et en soirée, on a fêté en même temps la République passée et la République future, qu'on espère ne pas devoir être trop lointaine.

LE 14 AVRIL à Bayonne

Je ne pouvais préciser exactement si j'étais dans une ville française ou si pasais mon dimanche dans une ville du nord de l'Espagne. Parce que l'illusion était complète : il y avait un soleil espagnol, il y avait, dans un cinéma orné avec les couleurs espagnoles, l'écusson espagnol et un public espagnol (espagnol du Nord, très bien habillé altier, élégant, comme taillé dans les rochers) qui remplissait la salle. Dehors, on vendait des journaux espagnols, et des jeunes filles, qui parlaient dans notre langue, vous mettaient à la boutonnière des cocardes espagnoles.

Au cinéma, pendant que les orateur parlaient, il y avait l'enthousiasme espagnol, toujours prêt à applaudir et à verser la larme d'émotion. Dans la tribune, des orateurs espagnols, nous ont rappelé avec la vivacité de chez nous, les souvenirs qui nous sont propres. Le docteur Povillones présidait avec une vieille habitude. Bazterra, d'Accion Nationaliste Vasca, nous parla avec un style de mitraillette chargé de raison; Alvarez, au nom du parti communiste, nous appela à l'unité; Domingo Torres, au nom de la C. N. T., nous parla de la nécessité d'une République généreuse pour résoudre les problèmes sociaux et économiques, du besoin de travailler pour l'avenir de l'Espagne, et il indiqua que peut-être l'heure était arrivée de prendre les mains qui veulent nous aider et de ne pas mendier celles qui s'y refusent.

Ce fut, enfin, le discours le moins espagnol de tous parce que le plus sensé. Julio Just, très académicien, prononça, au nom du gouvernement, un discours de grand gala pour un congrès de députés, magnifique de forme et de memoire.

M. Labarrère, du comité France-Espagne, nous fit revenir à la réalité en parlant français. Immédiatement, le public qui remplissait la salle se mit à applaudir avec la chaleur qu'on ne trouve que chez nous.

En sortant, nous allâmes déposer une couronne au monument aux morts de l'autre guerre et, sous la présidence de M. le maire de Bayonne et à l'ordre du clairon, nous gardâmes notre minute de silence pour ceux qui sont tombés au nom des idées généreuses, toujours trahies, hélas! L'après-midi, il y avait une fête basque aux arènes de Bayonne.

Je ne fus pas capable de résister à la tentation d'aller à Biarritz, regarder, depuis le rocher de la Vierge, les côtes de notre Espagne, si proche, si proche... Je ne sais pas. Peut-être illusion, peut-être l'influence de la date, mais je crois que les eaux de la mer, de notre Cantabrique, frappaient les rochers comme violemment indignées de ce que l'on fait avec nous, les Espagnols.

A. P. E.

A la suite de tous ces meetings dont nous ne pouvons donner une relation détaillée, en raison de leur nombre, nous avons reçu au journal de très nombreux télégrammes d'adhésion émanant d'un peu partout.

Nous nous bornerons à signaler celui envoyé de Prague, la vaillante capitale tchécoslovaque, signé Lluch au nom des Espagnols antifascistes qui y sont exilés, et conçu en ces termes brefs, mais combien expressifs : « Vive la République! »

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Commerce franco-espagnol

Les marchandises à échanger

II

D'autres marchandises que celles citées dans notre dernier article méritent, à plusieurs titres de retenir l'attention de ceux qui veulent préparer d'une façon aussi précise que possible la période qui suivra immédiatement le retour de la République en Espagne.

Il est évident qu'un échange de produits entre la France et l'Espagne ne peut avoir que d'heureux résultats pour l'une et pour l'autre de ces deux nations au point de vue commercial et industriel, en plus du resserrement d'une franche et réciproque amitié, consacrée au cours d'années tragiques et amplement justifiée par un idéal social commun.

Nous continuerons donc d'égréner des chiffres qui permettront à chacun de tirer la conclusion qui s'imposera à son interprétation personnelle.

L'Espagne a un grand besoin de caoutchouc au point qu'elle en importait toujours en 1935, année que nous avons choisie pour les raisons précédemment données, pour une valeur de 17 millions de pesetas or. La France ne lui en fournissait que 2,5 millions de pesetas, ce qui fait ressortir une proportion de 16 %

Le montant de l'importation en Espagne de la soie est à peu près d'égale grandeur puisqu'il s'élève à 12,4 millions de pesetas or. La France entrait dans cette fourniture pour autant que pour le caoutchouc puisqu'elle se chiffre à 2,5 millions de pesetas. Une particularité dans ce chapitre est intéressante d'ailleurs à noter : les trois cinquièmes de cette valeur concernent la soie artificielle, tandis que le reste, c'est-à-dire 497 mille pesetas seulement, est réservé à l'achat de la soie filée.

La soie provenant du marché français entre pour 2 % dans le total de cette importation.

L'Espagne n'importe guère que du coton ou ses dérivés en rames. Le montant de ses importations était, toujours en 1935, de 101 millions de pesetas. La France lui fournissait 1.5 million de pesetas de coton filé, ce qui représente à peine 1,5 % de la fourniture totale.

En ce qui concerne les bois ou similaires, l'importation espagnole s'élevait à 35,8 millions de pesetas or. La France ne fournissait à l'Espagne que des traverses de voies de chemins de fer, pour une valeur de 794 mille pesetas et du charbon de bois pour 910 mille pesetas, ce qui globalement représente 5 % de la valeur totale de l'importation.

La valeur de l'importation des métaux est fixée à 17,1 million de pesetas. Dans ce chiffre la livraison française entre pour 358 mille pesetas de machines-outils; 366 mille pesetas de ferraille, et 286 mille pesetas d'appareils de chauffage, compte tenu du total de l'importation et du total de la fourniture française on peut voir que la proportion de cette dernière est de 6,8 %.

Les produits alimentaires dont l'Espagne avait besoin et que par conséquent elle achetait à l'étranger représentent une valeur totale de 124 millions de pesetas or.

Il est assez curieux de remarquer que la part de la France dans ce total est réduite à 635 mille pesetas en huitres et poissons et à 200 mille pesetas en extraits de viande et bouillons variés.

La proportion de l'importation française en Espagne pour ces produits est donc seulement de 0,7 %, ce qui est minime et pour ainsi dire insignifiant. Dans un souci scrupuleux d'objectivité nous n'hésitons pas à livrer ce chiffre aux sages réflexions de nos lecteurs.

Pour ce qui concerne l'industrie du papier ils arriveront sans doute à des conclusions identiques quand ils sauront que l'ensemble de l'importation espagnole était de 21 millions de pesetas et que la France ne rentrait dans ce total que pour 410 mille pesetas seulement, c'est-à-dire une faible proportion de 2 %.

Nous nous arrêterons à une dernière rubrique, celle qui concerne les fibres végétales. L'Espagne en importait chez elle pour une valeur totale de 16,4 millions de pesetas. Là encore la part de la France est réduite à sa plus faible expression puisqu'elle n'était que de 117 mille pesetas ce qui fait ressortir un pourcentage de 0,72 pour cent.

Le marché espagnol va être privé des produits allemands — Une révision complète s'impose donc ou s'imposera sans tarder aussi bien en ce qui concerne les matières et les produits à importer, leurs origines et les procédés d'importation.

Il est juste que les Français, qui ont tant eu à souffrir des Allemands, dans tous les domaines, doivent aspirer à devenir leurs successeurs en tant qu'exportateurs et plus particulièrement en Espagne.

Plusieurs branches s'offrent à eux, qui découlent de cette étude évidemment incomplète, qui n'a eu d'autre but que d'éclairer certains horizons et donner quelques chiffres utiles permettant une orientation.

Nous nous bornerons pour conclure à dresser une liste approximative des fournitures faites en général par l'industrie allemande et qui pourraient très bien, à notre sens du moins, être faites par l'industrie française : automobiles, produits pharmaceutiques, encres, bonneterie et soies, matières colorantes, matériel électrique de toutes sortes, pompes, outils, appareils électriques, insecticides, essences de parfumerie, appareils de chauffage.

Nous avons fait un exposé détaillé des exportations françaises en Espagne pour que les Espagnols qui connaissent si bien les marchandises de leur pays qui sont très appréciées en France, envisagent d'ores et déjà, quelles sont les marchandises françaises qui peuvent être intéressantes pour l'Espagne. Ils contribueront ainsi à rénover d'une façon effective et efficace des liens d'intérêts légitimes qui assureront la base d'une entente heureuse et profitable pour le peuple espagnol et le peuple français.

J. de P. CAPDEVILA

Sept jours à Paris

Un congrès

LES militants d' « Izquierda Republicana » (gauche républicaine espagnole) en France ont tenu leur Congrès. Les discussions terminées, une grande manifestation a eu lieu dans la salle Pleyel. Des dirigeants du parti, un représentant du gouvernement Giral et des républicains français y ont pris la parole. Au cours du Congrès, le député M. Miñnana rendit compte de la politique suivie par le parti et fit le plus grand éloge de l'I. R. R. C. pour l'aide apportée aux réfugiés, et à un de nos compatriotes qui en est un de nos chefs. Le général Hernandez Sarabia, ministre de la guerre de la République, profita du Congrès pour démissionner du poste qu'il occupit au comité du parti. Il donna l'explication suivante : « J'ai défendu aux militaires de la République de faire de la politique. J'ai le devoir de donner l'exemple. » Beau geste qui démontre comment nous entendons la démocratie et quel est son vrai sens.

Amen!

CES grands congrès où des milliers de délégués remplissent une énorme salle et applaudissent avec un bruit de pluie tapageuse, font penser plus à un meeting qu'à une discussion et sérieuse et paisible des problèmes dont dépend le sort de millions de personnes.

On pense toujours, en voyant cette masse imposante de dirigeants syndicalistes que la chose est réglée, que tout est dit, que le congrès ne se tient que pour la galerie. Ce n'est pas le cas, bien sûr, pour ce congrès de la C.G.T. où les tendances les plus opposées se sont affrontées et où on a discuté de mille questions importantes.

Ce n'est pas le cas non plus, de l'assemblée qui fait ses cent heures pour en finir avec le débat sur la Constitution.

Dans les couloirs du Palais-Bourbon nous avons rencontré, et non au Palais de la Porte-de-Versailles où se tient le congrès cégétiste, un des délégués anglais des Trade Unions, qui est venu assister à la réunion des confédérés français. Il est M. P. — en plus — ce qui peut dire député aux communes. Nous causons de l'Espagne.

— Je puis vous assurer, nous dit-il, qu'au sein du parti travailliste, la protestation est tous les jours plus aiguë contre la politique anglaise vis-à-vis de l'Espagne. Et qu'elle changera, soyez-en sûr. Nos Trades Unions ne sont pas plus amies de Franco que cette C.G.T. française. Nous ne tarderons pas à le démontrer...

Les académiciens de bonne volonté

Remaniement à l'Académie française. Six nouveaux habits verts ont été commandés. Le drap n'est pas si fin qu'à l'habitude, mais ils seront tout de même sur mesure.

Et six hommes de bonne volonté aideront a continuer la revision du dictionnaire de l'Académie qui en est à la première moitié de la lettre A.

De ces six messieurs, seulement deux sont connus. Les autres, selon l'habitude de l'Académie, sont des illustres amis de quelque académicien non moins illustre. Mais Jules Romains et Marcel Pagnol pourront sans doute apporter quelques précisions dans le dictionnaire sur le sens de mots tels qu' « unanimisme » et que « Topaze ».

Seulement, ils se trouvent à la fin du dictionnaire. Ils devront attendre de longues années.

Mais puisqu'ils sont immortels...

La vierge mère

J'ai oublié de vous entretenir, la semaine dernière, sur le centenaire de la mort de Clotilde de Vaux, la vierge laïque de la religion philosophique qu'Auguste Comte fonda — sans l'établir — il y a un demi-siècle.

C'est près de l'église de Saint-Paul-Saint-Louis que se trouve la chapelle de cette vierge. Et la vierge, chose étonnante, apparaît sur le mur dans un dessin naïf, sous la figure d'une jeune femme étonnée avec un chou dans les bras et, dans le chou, un enfant tout rosé.

C'est à cette chapelle que le philosophe fondateur du positivisme venait prier et réfléchir à sa façon, après avoir perdu sa Clotilde, morte à peine mariée symboliquement à Comte, par un acte touchant et simple : celui de joindre les mains du philosophe savant et de son amie, sur la tête d'un gosse qui devint leur filleul.

C'est là que les amis de Comte et les fidèles de l'Association positiviste internationale sont venus se réunir pour commémorer le centenaire de la mort de Clotilde, la femme qui, une fois morte, fut élevée à la catégorie de symbole par celui qui ne pouvait pas renoncer au besoin de l'immortaliser.

C'est vraiment une histoire comme on en trouve seulement à Paris.

« Sept Couleurs »

Et c'est seulement une troupe théâtrale comme on n'en voit qu'à Paris que cette compagnie de comédiens de Grenoble des « Sept Couleurs », qui à la Comédie des Champs-Elysées a donné quelques représentations privées du « Retablo de las Maravillas », de notre Cervantès, adapté et traduit par Paul Delon avec un savoir-faire qui, lui, n'est pas toujours parisien.

Et le public rit franchement, ouvertement, avec un rire reposant, sans complication, sans snobisme, devant les blagues grasses et spirituelles en même temps — en géniale contradiction — de Cervantès. Ce que ne peuvent pas dire toutes les compagnies de théâtre qui jouent à Paris en ce moment où le Parisien semble, des fois, avoir oublié le vieux dicton de Rabelais : « Riez bien, le rire est le propre de l'homme ».

« Le Zéro »

En tout cas on ne rit pas beaucoup en lisant cette série d'articles que le livre de Kœsler « Le Zéro et l'Infini » a soulevé. Polémique aigre, inspirée de mille ordres et contre-ordres elle nous semble triste et lamentable. Elle ne nous donne pas, en tout cas, un vrai visage de la France. Et c'est dommage que notre ami Kœstler, par sa sincérité, bien ou mal interprétée, ait produit un tel charivari. Car Kœstler est aussi l'auteur d'un des livres les plus clairvoyants qui aient été écrits sur notre guerre civile : « Testamente Espagnol », dont la seconde partie — « Dialogue avec la Mort » — put être écrite parce que fait prisonnier de Franco à Malaga, le Caudillo le condamna à mort. Heureusement, il ne fut pas fusillé Et l'expérience des deux mois qu'il passa à la prison de Seville lui a servi pour comprendre — malgré que le cas ne comporte aucune ressemblance — l'histoire qu'il raconte en ce livre émouvant.

DISQUE

Pureté d'un anniversaire

(Suite de la première page)

Mon ami français m'a suivi un peu à contre-cœur. Nous nous sommes placés stratégiquement pour observer le public. Mise à part une petite minorité d'employés, d'intellectuels, d'officiers, de techniciens, c'est-à-dire de la classe moyenne, le grand reste était composé d'ouvriers et de paysans, venant de tout le département, de leur propre gré et à leurs frais.

Quelle force d'expression dans ces visages tannés par l'air et le soleil! Quelle foi dans ces yeux qui suivaient les orateurs! Quelle chaleur dans ces mains pleines de callosités, qui applaudissaient avec une ferveur toujours renouvelée! La foi et l'espoir étaient là, dans chaque cœur. Il fallait écarter toute idée de bénéfice matérialiste, et ne songer qu'à cette mystique ancienne qui a poussé toujours les Espagnols à suivre nos aventures à la Don Quichotte. La mystique qui nous a poussé tous, un 12 avril, à emettre une seule voix républicaine; la mystique qui nous poussa tous, un 19 juillet, à arrêter la rébellion militaire; la mystique qui nous a fait tenir pendant sept années d'épreuves et d'exil; la mystique qui nous fit croire à la victoire alliée, même quand vraiment il était fou d'y songer.

Moi, mon cher ami, je reconnais que je ne peux pas aspirer à occuper un haut poste en France. Ni directeur d'un grand journal, ni romancier à la page, ni auteur de théâtre au plus haut prestige. Mais ces ouvriers, oui; mais ces paysans, oui. Ils sont les Pagnol de l'usine; ils sont le Gide de la terre; il sont le premiers dans leur métier, et ils n'auront pas en Espagne un bien-être plus grand que celui dont ils jouissent aujourd'hui en France. L'ouvrier industriel gagne davantage qu'en Espagne; il n'est pas mis en prison rien que pour être affilié à la C. G. T. comme il le serait chez Franco s'il avait la carte d'adhérent à la C. N. T.; en France, il est très considéré bien que n'étant pas un ouvrier spécialisé dans le sens que le machinisme a donné à ce mot, mais un ouvrier complet qui a fait son aprentissage dans des petites boites espagnoles où il a été forcé, pendant de longues années, à tout apprendre et à tout faire. Non, il n'est pas le robot d'usine de Charlie Chaplin, et c'est pour ça qu'il trouvera toujours du travail en France... ce qui n'est pas probable en Espagne. L'ouvrier agricole n'était chez nous qu'un salarié, et, dans beaucoup de cas, seulement pendant la saison Ici, en France, il est métayer et il peut prétendre, d'après les nouveles lois françaises, à être fermier. C'est-à-dire que le rêve qu'il n'a pas pu réaliser dans notre pays, même avec les armes dans la main, est pour lui une réalité dans son exil de France.

Eh bien! ces paysans, comme ces ouvriers, n'hésiteront pas un instant à abandonner leur bien-être d'aujourd'hui, et partir pour l'Espagne avec la République. Et non pas à cause de leur patriotisme, mais à cause de leur mysticisme. Parce qu'ils croient à notre cause; parce qu'ils savent que nous avons été trahis et parce qu'ils veulent que justice nous soit rendue.

Voilà, cher ami français, la pureté de notre anniversaire.

A. FERNANDEZ ESCOBES.

Philatélie

ALLEMAGNE (occupation française). — Deux valeurs viennent de compléter la série en cours.

Ces deux timbres sont : l'un de 2 marks, à l'effigie de Frédéric Schiller et l'autre à celle de Heinrich Heine.

COLONIES FRANCAISES.— L'agence comptable procédera, à partir du 8 mai prochain, à la vente d'une série de poste aérienne commémorative de la victoire. Cette série comprendra quinze valeurs, une pour chacune de nos quinze colonies, d'une valeur faciale de 8 francs, la valeur faciale globale, compte tenu du change, sera de 208 fr. 40. Elle est indivisible.

La vente sera close le 5 juin pour faire place à la série du Tchad au Rhin.

TIMBRES-POSTE
ACHAT — VENTE
EXPERTISES
Remises aux lecteurs de l'E. R.
GALERIE DU LIVRE
60, rue de la Pomme, 60
TOULOUSE

Lire dans notre prochain numéro :

Le 23 avril 1616, mourut l'auteur de Don Quichotte.

A Montpellier on vient de trouver un document qui prouve que Cervantès était déjà l'auteur de Don Quichotte

par Rafael MORAGAS.

PARALLÈLE

AINSI donc nous voilà dans cette période de l'année qui permet d'espérer les beaux jours, avec de plus grandes joies pour les privilégiés de la vie, avec moins de souffrances pour ses vaincus, les pauvres et les malheureux. La plus mouvementée aussi pour les chrétiens qui, apres un carême de mortification, fêtent avec un enthousiasme d'autant plus noble que leur foi est sincère, la résurrection de leur Dieu fait homme, Jésus-Christ, dont le sacrifice sur la croix ignominieuse n'avait d'autre but que de sauver le monde.

Par une de ces fatalités que l'on doit subir sans les expliquer, et qu'on ne peut qu'enregistrer, les Républicains espagnols célèbrent dans cette même période — le 14 avril — l'anniversaire de l'avènement de leur première République, celle en qui ils avaient mis tous leurs espoirs et qu'ils considéraient comme devant donner au peuple espagnol — au vrai peuple, à celui qui lutte, travaille et produit — la part de bonheur auquel il avait droit et le sauver ainsi d'un esclavage auquel il semblait pour toujours avoir été voué.

L'avenir s'annonçait serein. A l'horizon ne se profilaient que quelques petits nuages isolés pouvant être aisément balayés par un vent faible et bienfaisant qui donnerait au ciel une limpidité totale. Un roi, pour une fois compréhensif, avait respecté la volonté populaire, exprimée, il est vrai, d'une façon tellement claire qu'elle ne prêtait à aucune confusion. Un peuple, dont la souffrance aurait excusé bien des excès, noble dans sa victoire, presque hautain dans son triomphe, laissait le passé se liquider lui-même et permettait aux responsables de ses malheurs, proches et lointains, de s'enfuir librement.

Hélas! autour de Jésus rôdaient Ponce Pilate, Judas et tant d'autres, anonymes sans doute, mais non moins coupables de trahison. Et ce fut le long calvaire que Jésus, tristement, douloureusement gravit en portant lui-même la croix sur laquelle il devait être finalement cloué.

Ce calvaire, dont chaque étape était marquée par un déchirement plus grand, la République espagnole, elle aussi, l'a connu et elle l'a gravi avec autant de tristesse et autant de douleur.

Les Ponce Pilate, par insouciance ou par aberration mentale ne lui ont pas manqué, et non plus les Judas, les plus méprisables de tous, ceux qui surprennent la bonne foi et tirent toute leur force de la franchise, de la grandeur d'âme et de la confiance mise en eux par ceux qu'ils trahissent.

Et l'on vit de prétendus professeurs de morale, de prétendus professeurs du Droit et de la Légalité s'insurger contre la plus élémentaire morale et bafouer le Droit en même temps que la Légalité qui en découle. Et l'on vit de prétendus patriotes faire appel à des bandes armées étrangères, ayant à leur tête les plus grands criminels dont l'Histoire aura à enregistrer les noms, pour les aider dans leur tâche immonde et ensanglanter leur propre patrie, pour de vaines questions de prestige ou de vils intérêts matériels, pour les trente deniers, enfin.

Point ne comptait pour ces représentants de conceptions sociales condamnées par l'unanimité des peuples civilisés; point ne comptait pour tous ces parjures l'idéal magnifique et élevé dont s'inspirait la République; point ne comptait pour eux le sang de leurs compatriotes que le peuple espagnol, dans sa sagesse, guidé par des chefs humains au sens le plus beau du mot, s'était fait un honneur d'épargner aux heures les plus folles de sa victoire, repoussant avec horreur l'idée de vengeance comme sauvage pour lui préférer l'idée d'union créatrice parce que pacifique.

Des généraux ne craignirent même pas pour cette œuvre nauséabonde de tremper dans le sang de leurs frères de race et de patrie l'épée que la République leur avait magnanimement laissée dans un geste qu'on est libre de trouver trop confiant, mais qui ne manque cependant pas de grandeur.

Pâques chrétiennes Pâques républicaines

Et la crucification eut lieu dans toute sa brutalité, sa cruauté, son incommensurable hideur.

Le rideau tombait sur la farce tragique et honteuse. Elle n'était, hélas! qu'un préambule, un prélude à l'asservissement froidement projeté, méthodiquement préparé, de l'Europe entière, presque du monde.

Les forces du mal parurent un moment l'emporter et établir leur toute puissance après avoir tout détruit de ce que le génie de l'homme avait mis des siècles à accumuler pour le bien-être de l'humanité. Satan, de son infernal empire, conduisait le bal lugubre au milieu duquel se pavanaient ses représentants, comptant avec satisfaction leurs victimes et ricanant de leurs crimes

Mais le Christ, selon les Evangiles, est ressuscité en ce beau jour de Pâques, dont les cloches, à toute volée, dans des carillons majestueux et débordant d'enthousiasme, célèbrent la splendeur. La joie est rendue ainsi à tous ceux qui croient, et aussi l'espérance, la grande espérance, celle qui concerne leur salut, auquel ils ne croyaient plus.

Après son long calvaire, après avoir donné le meilleur d'elle-même, l'Espagne républicaine commence à revivre, parce qu'elle aussi commence à espérer.

Les bourreaux de l'humanité, qui se croyaient invincibles et immortels, sont terrasés à jamais, au milieu de leurs sinistres complices. Plusieurs ont payé de leur triste vie les hécatombes monstrueuses dont ils sont responsables. Ils ont déjà présenté à Dieu leur âme sordide et ont dû être renvoyés à Satan dont ils étaient sur la terre les exécuteurs des hautes œuvres, les âmes damnées d'avance.

Les régimes politiques et sociaux qu'ils avaient eu l'ambition ou l'outrecuidance d'imposer au monde les ont suivi dans leur mauvais destin, comme ils les suivront dans le jugement que ne manqueront pas de porter sur eux les générations futures.

Un seul subsiste à qui est réservé le sort d'être le dernier dans l'expiation. Et avec lui son régime.

Partout dans le monde, l'anniversaire de l'avènement de la République espagnole a été fêté, autour de ce 14 avril 1946. Partout, dans le monde, les républicains espagnols ont crié, à pleins poumons, leur foi inébranlable dans le retour prochain de leur République, qu'ils avaient installée dans le calme, tellement ils la voulaient belle et exempte de toute tâche. Partout, dans le monde, ceux qui ne peuvent concevoir que la République ne soit pas universelle ont fait chorus avec ses admirables proscrits, dignes descendants des héros épiques, victimes d'une tyrannie sans exemple et qui ont préféré tout abandonner de leurs biens matériels, leurs familles, leurs situations, jusqu'à leur terre natale, plutôt que d'abandonner une minime partie de leur idéal, qui pour beaucoup, représentait leur seule richesse.

Que de scènes poignantes n'avons-nous pas vues qui prouvaient cette similitude de pensées et qui étaient aussi la preuve de promesses, irrécusables parce que faites du fond du cœur, de luttes communes pour obtenir une victoire décisive et complète.

Que d'espérance joyeuse il y avait dans les yeux, mouillés de larmes, de ces deux républicains, l'un Espagnol, l'autre Français, qui se donnèrent l'accolade fraternelle, sur la place du Capitole de Toulouse, dimanche soir, au cours de la fête donnée en l'honneur de la République espagnole. Le grand et noble sentiment qui unissait ces deux hommes les poussait à se jeter dans les bras l'un de l'autre dans une émouvante compréhension mutuelle. Ils avaient tous deux, non plus une lueur d'espoir, mais une certitude. Des jours meilleurs viendraient. Le cauchemar s'évanouirait. La résurrection était proche, les symptômes se multipliaient et devenaient de plus en plus clairs.

La République espagnole, force de bien, après avoir été martyrisée et crucifiée, ressuscitera, et avec elle, et grâce à elle, renaîtra une Espagne plus grande que jamais, aimée de tous les peuples.

François DONNEZ

B.D.I.C

Desde una silla de Canaletas

14 de abril. — Manifuestos y octavillas. Tiros en algunos barrios de Barcelona. Y en Manresa sigue la huelga. « en reprise » héroica.

Los estudiantes han apaleado a dos obreros en la calle Pelayo, porque recogian los manifiestos que caian desde una azotea proxima a la plaza de Cataluna.

Y en toda Espana es igual.

El peligro, para la Republica, es que nuestros errores fueran demasaido recordados — nuestra flaqueza frentea esta gentuza falangista en especial. Pero Franco se ha encargodo de dar a la Republica un brillo y un lustre que nunca, ni en sus me jores tiempos tuvo.

Cuidemos nosotros de no empanarselo.

TRADITORES. — He aqui unos libros traduciodos que se anuncian para dentro de poco en Barcelona, « El campo de la muerte lenta », de Jean-Jacques Bernard, y « Carnet de identidad » de Dorgelès.

Sin duda alguna los traductores seran autenticos « tradittores », esta vez Aunque en cinismo, nadie gana a esos intelectuales que han formado un comité para homenajear a Gabriela Mistral publicando una antologia de lujo de las obras de la poetisa chilena. Nunca podian esa gente illegar tan alto.

Y que Gabriela Mistral no pueda desmentirlos.., porque la prensa de aqui tampoco lo diria...

Pero merece la pena de decir quienes son estos « escritores » cinicos y desvergonzados, que se atreven a hacernos creer que el regimen de Franco tiene alguna simpatia hacia la mujer que nunca ha cesado de denunciarlo. He aqui sus nombres deslumbrantes : Damaso Alonso, Gerardo Diego, Dionisio Ridruejo y Sanchez Alba.

LIBERTAD DE PRENSA. — Las normas de censura han sido suavizadas. Estamos civilizandonos que es un gusto. Ahora se puede hablar de todo.., menos de lo que a todos interesa, que es de las fechorias del regimen.

Y la prueba de que en Espana reina une antentica libertad de prensa (que no debe confundirse con libertinajem desde luego), es que en doce diarios de Barcelona y Madrid hay articulos que jandose de la falta de atencion de la autoridades al problema de le mandicidad. Y que en une crinica de Madrid se dice que el nuevo Alcalde « entra a regir unaciudad entregada a la incuria », lo cual no deja de ser una manera elegante de calificar de incapaz al anterior alcalde, baron de Alcocer, destituido no por incapaz — lo cual seria justo y acertado, pues lo es — sino por monarquico.

Y hatsa hay periodista que ha llevado su audacia al extremo de que jarse de que los guardias urbanos no persigan a los muchachos que juegan a futbol en las esquinas.

Libertad municipal, voya...

BENEFICIOS. — La compania belga « Asturienne de Mines » anuncia que el balance de los ejercicios de 1940-1944 senala un beneficio neto de 69 millones de francos belgas. Y que se repartira un dividendo de 62.50 francos belgas por accion.

En los pozos de la « Asturienne de Mines » trabajan, en proporcion de mas de la mitad, mineros presos, condenados a treinta anos de carcel por los consejos de guerra, por haber defendido a la Republica. Los accionista de la « Asturienne de Mines » no deben estar muy interesados, que digamos, en la desaparcion de Franco.

CASTELLON. Hace tiempo ya que ocurrio el caso. Pero hasta ahora no lo he sabido. Es posible que ahi tampoco esteis enterados. Parece mentira, en esta epoca de aviones y radio, lo lentas que viajan les noticias, en nesta Espana triturada.

Pues hace unas semanas hubo en la carcel Provincial de Castellon una masacre. Los falangistas, pretextando que habia habido un intento de fuga — ?que da de hacer el preso sino procurar fugarse? Para evitarlo paga el estado a los guardianses, ?no? — asalto sin violencia, porque todas las puertas de le abrieron, la presion de Castellon. Y mato a 29 presos politicos.

Los asesino.

Aunuqe no sabemos ql, para tranquilidad de M. Bevin y de M. Byrnes, lo hicieron con porras, evitando derramar sangre.

VICTOR.

Barcelona, y abril 1946.

PELLIZCOS Y COSCORRONES

El mundo confia que las Naciones Unidas se uniràn.

Según han declarado «los tres» (que son 3 en 2) deben ser los españoles quienes « pacificamente » han de derribar a Franco y Falange y substituirlos por un gobierno democràtico.

Pero los «tres», los «cinco» y los cincuenta y tantos han olvidado, por lo que vemos y experimentamos, que ellos decidieron, «pacificamente, poner en juego los mayores ejércitos de tierra, mar, y aire jamàs conocidos, para derribar a Hitler y a Mussolini, por procedimientos no pacificos precisamente.

⁂

Don Juan ha reanudado el cruce de emisarios con « Doña Francisquita »...

Santo Dios, lo que puede salir de ese «cruce».

⁂

También continuan los « cruces » de notas entre los que quieren y los que no quieren.

A nosotros, todo esto, nos va pareciendo algo asi como una « cruzada » contra la carta del Atlàntico.

⁂

Winston Churchill sembró cardos.
Chamberlain plantó un zarzal
y Bevin siembra de espinas
nuestra ruta para entrar.

⁂

Para exigir la disciplina de abajo, hay que observar y mantener la disciplina de arriba.

Las extralimitaciones se producen y reproducen en todos los climas y en todas las altitudes y, si los de arriba quieren corregir a los de abajo, deben empezar por no extralimitarse desde arriba para no ser, a su vez, corregidos y amonestados por los de abajo.

En buena democracia, los derechos y los deberes son iguales y reciprocos.

⁂

Señores con qué hambre oimos hablar todos los dias del hambre! Pero del hambre nuestra, que es hambre de equidad y de justicia... me alegro de verte bueno!

⁂

« Dime con quien andas y te diré quien eres »; reza uno de nuestros axiomàticos refranes populares.

Digo esto porque hay personas que parecen esforzadas en dar vida, en pùblico y privado, a la intencion picaresca de tan conocida sentencia.

⁂

El que espera, desespera,
la esperanza es un manjar,
Es-pera, si hay esperanza
No es-pera, el desesperar.

Sancho ABARCA.

L'Espagne Républicaine

est en vente à :

FRANCE
Dans les librairies des gares principales et dans tous les kiosques.

ALGERIE :
Rafaël Soria
5, rue Lourmel
ORAN (Algérie).

ANGLETERRE :
The Continental Publishers et Distributors Limited
Bedfod-Street
LONDON W. C. 2

BELGIQUE :
Louis de Diègo Pèrez
163, rue Montigny
Compte chèque postal n. 7714-65
CHARLEROI (Belgique)

TCHECOSLOVAQUIE
Jtalskà 36
PRAGUE XI.

MEXIQUE :
F. Carreras Roura
Ateneo Salmeron
Tucuba, 15, altos
MEXICO D. F.

SUISSE :
Association « Epagne Libre »
Case post M. B. 173
GENEVE (Suisse).

Maisons qui en ont l'exclusivité

Un quart d'heure avec... Demetrio A. PORRAS

La grande voix d'un petit Etat

Le « guerilléro » du stylo

QUAND, avant la première présidence de Roosevelt, les Etats-Unis menaient en Amérique centrale une politique impérialiste effrontée, le Panama était des premiers Etats

en en souffrir. En ce temps-là, M. Demetrio Porras, leader socialiste commença à se faire connaître par sa défense des droits des petits Etats en face de l'absorbante intrusion yankee que l'existence du canal ne faisait que plus lourde.

Avec Roosevelt, la politique américaine des Etats-Unis changea complètement. Au lieu d'intervention armée, coopération économique, égalité diplomatique, loyauté dans les rapports. C'est à partir de ce moment que la lutte contre les petits tyrans intérieurs, soutenus jusqu'alors par la Maison Blanche, fut possible avec un espoir de réussite. Demetrio Porras s'y employa sans défaillance.

Il réussit en compagnie d'alliés des autres partis de gauche. Le Panama compte avec un gouvernement libéral, démocratique, indépendant. Et le Panama par ce fait même, a rompu avec Franco et a reconnu le gouvernement Giral.

Il a fait plus.

Les couloirs de l'O. N. U.

Quand l'assemblée des Nations-Unies se réunit à Londres pour fixer sa charte, le Panama fut le premier à se souvenir de l'Espagne... et il est inutile d'ajouter que c'était de l'Espagne républicaine.

Le délégué du Panama M. Demetrio Porras, ambassadeur de son pays à Londres et Paris, s'employa dans les couloirs de l'O.N.U. a rappeler aux délégués des autres Etats, absorbés qu'ils étaient par les affaires plus pressantes du moment, l'existence du problème angoissant de l'Espagne.

Le résultat fut l'unanimité, sauf deux abstentions, lorsque M. Porras proposa que l'assemblée prit la décision de décider que jamais l'Espagne du général Franco ne pourrait entrer à l'O.N.U.

Le bref passage à Paris de M. Porras lui a permis de nous donner quelques précisions intéressantes.

Une collaboratrice

— Non seulement j'ai trouvé de la compréhension dans tous les délégués, auxquels il n'est plus besoin d'expliquer rien sur l'Espagne, car votre ministre des affaires étrangères a su le faire avec la clairvoyance qui est caractéristique de M. de Los Rios, mais j'ai trouvé aussi une collaboration active et cordiale de la part de la majorité des membres de la commission numéro trois, c'est-à-dire de celle qui s'occupe des réfugiés politiques et qui a du s'occuper de nombreux cas de réfugiés espagnols. En ce quartier-là, je dois vous assurer que Mme Roosevelt, la collaboratrice du grand président, a été aussi pour nous, et pour vous, Espagnols en exil, une amie et une aide précieuse.

L'avenir

— Mais comment voyez-vous l'avenir immédiat du problème espagnol?

— Je suis sûr que l'opposition de certaines puissances a reconnaître le gouvernement Giral et a rompre avec Franco est due essentiellement, à une mauvaise information, à une erreur de calcul pour ainsi dire. Nous, en Amérique, nous savons que la politique étrangère de Roosevelt a été sincère et loyale, et que le président Truman la poursuit sans fléchir. Pourquoi ne le serait-elle pas vis-à-vis de l'Espagne? La diplomatie est lourde et lente a accepter un fait qui contredit ses informations, mais elle est lente, aussi, une fois qu'elle l'a accepté a y renoncer. Peut-être il vous faudra encore patienter un petit peu avant de compter sur une généralisation de l'aide que vous prête la France, mais soyez sûrs qu'elle viendra.

Et M. Porras dit ça avec une telle assurance, lui qui connait les couloirs de l'O. N. U. comme nous ceux de la rédaction, que l'on ne peut pas s'empêcher d'être optimiste.

C'est une chose de plus que nous devons au Panama et à son ambassadeur, M. Demetrio Porras.

Merci, donc.

R. OLIVEROS

Ce que les ondes nous apportent

M. BEVERIDGE ET LA FONTAINE

C'EST un bien pauvre service celui que M. Beveridge a rendu à son pays en publiant dans le « The Observer », du 15 courant, les « observations » faites par lui au cours de son dernier voyage en Espagne franquiste.

Il est facile de savoir attendre patiemment lorsqu'il n'y a pas des vies humaines en danger. Mais, jour après jour, les agences étrangères d'information nous font connaître de nouvelles listes d'arrestations quelque part en Espagne pour le seul délit de « manœuvres contre le régime ». Les chancelleries des pays plus ou moins démocratiques sont avisées de ces arrestations arbitraires qui, trop souvent, se terminent par des exécutions. Lorsque les demandes de grâce des représentants étrangers parviennent au gouvernement espagnol, il est toujours trop tard. Dans ces circonstances, l'admirateur du grand La Fontaine pense à sa fable célèbre : Le Vent et le Soleil firent, un jour, le pari selon lequel chacun des deux prétendait s'emparer du manteau d'un homme sans défense, en pleine campagne. Le Vent se déchaina en ouragan. L'attaqué se défendait en boutonnant son manteau et en croisant les bras sur sa poitrine.

Le Vent aurait pu renverser l'homme avec son manteau, mais il n'aurait pas pu le lui enlever, parce que, chaque fois, il était plaqué davantage contre lui. Finalement, il fut forcé de se désister. Le Soleil, alors, plus astucieux, darda ses rayons ardents sur le pauvre homme emmitouflé. Celui-ci résista bien d'abord; mais, à la fin, n'y tenant plus, il dut déboutonner son manteau, qu'il mit sur son dos. Le Vent aurait pu en profiter, mais le Soleil insista tellement que l'homme abandonna son manteau sur le chemin.

Un Beveridge a appliqué capricieusement la morale de cette histoire : « Franco abandonnera le pouvoir sans qu'on l'y force. Combien peut durer sa résistance? Un an, deux, trois...?

Et ceux qui souffrent en prison, ceux qui sont menacés de la peine capitale, dont chaque jour qui passe peut être le dernier?

Cependant, dans les observations recueillies par le journal anglais et diffusées par la B. B. C. dans son émission espagnole du 15, le touriste, M. Beveridge, affirme que « Franco a contre lui un secteur très important du peuple espagnol ». Malgré le « fading » qui coupait l'émission londonienne, les auditeurs purent entendre, comme on décrivait le défilé de la Victoire du 1er avril, que l'ingénu Anglais avait pu observer que les rues où passait le cortège étaient totalement gardées par les troupes, la police et la garde spéciale du dictateur.

Au cours de sa recherche de l'opinion des Espagnols, il constata que les personnes interrogées par lui étaient absolument unanimes à penser que « le régime actuel ne pouvait se maintenir indéfiniment » Son meilleurs introducteur, qu'il cache derrière l'anonymat, mais dont tout le monde sait qu'il s'agit d'un médecin célèbre par sa science et insigne par ses erreurs politiques, lui confirma ausi de désaccord entre Franco et les forces qui le poussèrent à la rébellion contre la République.

Sur la succession du dernier disciple d'Hitler et Mussolini qui reste sur pied dans le monde, M. Beveridge a des doutes sur la solution reconnue déjà par certains pays européens et américains. Ses informateurs, en effet, lui ont soufflé que l'un des ministres du gouvernement légal de la République espagnole en exil, n'est rien moins que l'auteur de nombreuses exécutions de militaires rebelles.

Par contre, l'observateur britannique semble ignorer que Franco ravitaillait, pendant la guerre, les sous-marins allemands dans le golfe de Biscaye; que Franco, en 1940, offrait à l'Axe des minerais en échange d'armes; que Franco, pendant la même période, s'appelait « le disciple loyal de la cause d'Hitler »; que Franco expédiait du wolfram en Allemagne; que Franco envoyait contre la Russie la division Azul; que Franco projetait l'attaque contre Gibraltar, le Maroc français et Oran, en offrant, en compensation, de participer à la guerre contre l'Angleterre.

Tout cela — et davantage encore — est ignoré de « l'observateur invité ».

Mais, il faut le dire, le journal anglais qui publie ces observations, en publie aussi d'autres sur l'article en question, qui ne mettent pas son auteur dans une très bonne position. Par bonheur, tout le monde n'est pas aussi flegmatique que M. Beveridge. Ces mêmes compatriotes, même ses consanguins les Américains, « haïssent le régime franquiste » et il faut bien espérer qu'ils activeront l'expulsion de Franco sans attendre que, comme dans la fable de La Fontaine, il se dépouille lui-même de sa tunique blanche.

Ignacio BARRADO

El Congreso de Verona y la Organizacion *de Naciones Unidas*

La «intervencion» de 1823 en Espana

Este fué el tema que desarrolló nuestro compatriota, el profesor y ex director general de primera enseñanza, José Ballester Gozalvo, en conferencia organizada por el Comité de intelectuales de Montpellier, el viernes 29 de marzo. Después de una sintética, pero metódica esposición de los hechos acaecidos en España desde 1814 en que Fernando VII vuelve a su patria, anula la Constitución de 1812 y comienza a ejercer su poder absoluto, hasta 1820, en que la sublevación de Riego logra imponer al rey que restablezca y jure la Constitución que habia anulado, el señor Ballester Gozalvo establece un parangón entre la situación de Europa, después de las guerras napoleónicas, cuando se reune el Congreso de Viena, para rehaceria de nuevo bajo el signo del absolutismo y la situación actual, después de la reciente guerra, en que, por medio de la O. N. U. se dice querer organizar el mundo bajo el signo de la libertad y de la democracia. Entonces, de 1820 a 1823, todos los paises se organizaron en poder absoluto, aunque algunos trataron de disfrazar éste con leves tintes constitucionalismo, y era España el ùnico pais que, en lucha contra el absolutismo, habia instaurado un régimen liberal. El Congreso de Verona, que no fué otra cosa que el corolario de los de Viena y de Laybach, so pretexto de que los liberales españoles tenian prisionero a su rey Fernando VII, como los revolucionarios franceses tuvieron a Luis XVI en el Temple, acuerdan la **intervención** armada en España, cosa que realiza Francia con los **cien mil hijos de San Luis**, al mando del duque de Angulema. Merced a esta intervención, se restablece en España el absolutismo màs feroz y desaparece para muchos años, la vida constitucional que el pueblo español habia conseguido iniciar a costa de sangrientos sacrificios.

Hoy, en marcha la nueva organización del mundo, dirigida por la O. N. U., cuya carta tiene como antecedentes Postdam y San Francisco, la situación es la misma, aunque de signo contrario.

Los paises salidos de la ocupación alemana y de la guerra, que aspiran a vivir en régimen de libertad, deben suprimir sin demora el foco de absolutismo feroz, que puede poner en peligro, al menos por contagio, la futura libertad a que aspiran.

El conferenciante hizo justicia a Francia por las decisiones adoptadas frente a la España franquista y se lamentó de la actitud de las dos grandes democracias, por no querer acompañar a Francia en su actitud de justificada energía. Es que basta — dijo — con declarar platónicamente que se repudia el régimen que actualmente padece España, sin que esta premisa vaya seguida de una actitud que por su energia y sus consecuencias, sea consecuent-bfpo DRO M MF FHH congruente con la premisa? Es que se pretende dejar perpetuamente a España fuera del concierto de las Naciones que tratan de estructurar el mundo nuevo?

Desde que la sublevación franquista estalló en España, nosotros, los españoles, hemos sido victimas de muchas situaciones que, en orden al derecho internacional, calificamos de verdaderas monstruosidades. Vimos, por ejemplo, que las grandes potencias y el mundo entero, permanició insensible ante el hecho, monstruoso en orden al derecho internacional, de que una facción se levantase en armas contra el gobierno legitimo de la República Española, reconocido como tal po rtodos los paises, que la facción sublevada se apodera del territrio de Marruecos donde España ejercia, por acuerdo internacional, un protectorado, y que ese territorio, durante nuestra guerra civil, sin que los paises hayan dejado de seguir reconociendo la legitimidad del régimen republicano, haya estado en poder de la facción sublevada. El deber de los demàs paises, en tal situación, era entrar en el territorio para restablecer en él el orden legal internacionalmente acordado, y, o bien restituirlo a la uatoridad del gobierno legitimo del pais que sobre él ejercia el protectorado, o mantenerlo en custodia hasta que el conflicto civil de dicho pais tuviera fin. Nada de esto se hizo, y se consumó la mayor monstruosidad que pueda escribirse en los anales del derecho internacional.

Monstruosidad semejante, también consentida en silencio, sin que nadie la haya denunciado aùn ante la O. N. U., es la recluta de indigenas del protectorado de Marruecos realizada por Franco para luchar durante la guerra civil contra el gobierno legitimo de la República española. Bastaria este hecho, para que en orden a los principios de derecho internacional se hubiera declarado que el gobierno franquista habia violado las clàusulas del Acta de Algeciras. Pero la violación es mayor hoy, en que el general Franco mantiene en su frontera de los Pirineos, esas tropas del protectorado español de Marruecos, amenazando con ellas la frontera de Francia, que es una de las potencias signatarias del Acta de Algeciras.

Ya sé, dijo el señor Ballester Gozalvo, que el repudio de Franco es sincero en casi todo el mundo, y que la sentencia contra él y su régimen està dictada. Por qué, pues, esta dilación en publicarla y ejecutarla? Es, acaso, porque determinados paises quieren intentar la solución monàrquica? Si es asi, quiero sepan esos paises, y con ésto expreso el sentir de la inmensa mayoria de los republicanos españoles que viven en exilio, y de muchos millones de españoles victimas en su pais, que rechazamos de plano tal solución, entre varias, por estas dos razones Primera, porque desde 1814, en que comenzó a reinar Fernando VII hasta 1931 en que cesó de hacerlo Alfonso XIII, es decir, durante màs de un siglo, todos los Borbones que han ocupado el trono de España han antepuesto los problemas dinàsticos a losverdaderos problemas nacionales, y han aprovechado cuantas ocasiones les han sido propicias para mermar, en la pràctica, los derechos ciudadanos reconocidos en la constitución y hasta, como ocurrió en 1923, anular ésta e implantarla por una dictadura. Segunda, porque solucionar el problema politico que existe en España, provocado por la sublevación monàrquico-militar, restaurando la monarquia, que el pueblo español liquidó en 1931 por el procedimiento legal del sufragio ciudadano, seria tan monstruoso como dictar una sentencia condenando a la victima de un delito y declarando libre y sin culpa al autor. Contra tal sentencia, los republicanos españoles seguiriamos apelando ante la conciencia universal, aunque ésta, como tantas veces, no diera oidos a nuestra apelación.

Si lo que desean algunos de los paises que tienen en sus manos la posibilidad de resólver el problema politico español es evitar con su **no intervención** otra sangrienta lucha civil en España, yo, que soy de los que tambier opinan que debe evitarse, me permito recitificarles que, por el ùnico medio que esa sangrienta lucha civil puede evitarse es con su **intervención justa y enérgica inspirada en fines elevados.**

Si lo que esas potencias temen es que el dia que España vuelva a vivir en régimen de libertad, determinadas tendencias extremistas puedan predominar en la orientación politica de la España democràtica también les digo : Si asi llegara a suceder, la culpa seria solo vuestra, de las democracias, por no haber cumplido a tiempo lo que era vuestro ineludible deber : apoyar y defender los derechos de una democracia legitima. A pesar de que ese fué el eslogan que explotaron sin medida los propagandistas a sueldo de Franco, la realidad es que la Repùblica española no tuvo, hasta el momento en que Franco se sublevó contra ella, nada de extremista. Cuando se produjo la sublevación en 1936, la Repùblica española tenia en su Càmara de diputados, compuesta por 471 representantes, sólo 17 pertenecientes al partido comunista, y el gobierno contra el que Franco se sublevó estaba constituido en su totalidad por republicanos, algunos de matiz moderado. No formaban en él ni representantes comunistas. La verdadera causa de que, durante la guerra civil, aumentaran considerablemente las filas de los partidos extremistas, fué la propia sublevación y la indefensión en que de jaron a la Repùblica las « democracias », mientras que llegaba a la España republicana ayuda eficaz, tanto moral como material, bien que no tanta como nos era necesaria, de paises cuyo régimen politico armonizaba perfectamente con el ideario de esos partidos extremistas.

Los republicanos — digo sólo los republicanos — comenzamos a desconfiar, vista la conducta que frente a nuestras justas reivindicaciones observan las grandes democracias del mundo. Aun puede ser tiempo de reivindicar la sinceridad de las democracias a los ojos de los republicanos españoles; pero que actuen presto y con espiritu de justicia. Porque si la energia y la justicia no vienen de las democracias y vemos que un dia nos llegan de otros paises... Ah! en tal caso los grandes provocadores de extremismos en España, habràn sido las democracias que no habràn querido pudiendo, hacer honor al lema inscrito en sus banderas.

Abonnez-vous
à l' « Espagne Républicaine »

LISEZ dans
COLOMBA
Grand hebdomadaire de LA VERITE FRANÇAISE
les articles de ses éminents collaborateurs
la page corse, ETC...
ABONNEMENTS: 3 mois, 75 fr.; 6 mois, 145 fr.; 1 an, 290 fr.

Nouvelles commentées

I

DANS l'un des tous derniers journaux espagnols arrivés en France avant que la porte des Pyrénées ait claqué en plein nez de Franco, nous avons lu une nouvelle qui vaut la peine d'être traduite : « Bilbao. — Au cours de la séance d'aujourd'hui, le conseil municipal de Guernica a pris l'accord de nommer le chef de l'Etat fils adoptif de cette ville et lui décerner la première médaille de la reconstruction, qui a été créée au cours de la même séance. »

Tout cela laisse loin « le chien qui lèche la main qui le bat », « le santal qui parfume la hache qui l'abat » et même l' « Ave Cæsar, morituri te salutant », car ici c'est sans doute au nom de ceux qui sont morts et non de ceux qui vont mourir, qu'on honore celui qui a fait le nécessaire pour les assassiner.

Pour compléter sa tâche, le conseil municipal de Guernica pourra accorder la deuxième et la troisième médailles, à titre posthume celles-là, à Hitler et Mussolini, et le trio des destructeurs de Guernica étant ainsi au complet, le conseil municipal aura fait une démonstration plus éloquente que tous les articles et tous les discours de la bassesse, la veulerie et l'indignité qui constituent le climat moral normal, sous les régimes totalitaires.

Et c'est des gens de cet acabit que les puissances anglo-saxonnes voulaient faire disparaître par une simple note, modérée et aimable! Seuls des enfants innocents pourraient croire au succès d'une telle invitation, mais, étant donné que les diplomates anglo-saxons ne sont ni des enfants, ni des innocents, on peut se demander en souriant amèrement quel motif puissant les fait agir ainsi.

Bien entendu, il ne peut pas être question de la France, car si elle a signé la note, elle l'a fait précéder d'une action directe, combien plus efficace et sûre!

II

L'Eglise n'échappe pas à la déchéance qui menace tant d'institutions historiques. Nous en avons encore une preuve dans la nouvelle du « discours prononcé ces jours-ci par le pape, à la suite de la famine qui menace plusieurs contrées du monde ». Cela nous change de l'époque où, depuis le miracle du pain et des poissons ou celui de la manne nourrissant non moins miraculeusement les hébreux dans le désert, la pénurie alimentaire était soulagée par un prophète ou un saint qui faisait un miracle, alors que maintenant la plus haute autorité de l'Eglise ne peut faire qu'un discours! La déchéance fait des progrès!

Si, à Séville, le cardinal Segura affirme que tous les pays envient la paix et la tranquillité qui, très sérieusement, dit-il, règnent en Espagne, ou si l'évêque de Zamora écrit, dans le bulletin de son diocèse « qu'on doit à Franco un appui total, comme le seul moyen de sauver l'Espagne de ces « monstres de décomposition » qui sont le communisme et la maçonnerie », nous sommes devant des exemples de déchéance, à l'échelle nationale, de la déchéance universelle de l'Eglise.

A. P. V.

LE FURET

Nouvelle inédite par André CAMPS

Illustrations de Géo MARC

IL avait neigé le matin, pas beaucoup d'ailleurs, juste ce qui est nécessaire pour que le froid du soir transforme cette pellicule de neige en une patinoire à glace, fort peu convenable aux ébats d'un homme de 45 ans, chaussé de bottines en caoutchouc.

Or c'était justement le cas de Célestin Vanat, dit « Le Furet », qui était en train de réaliser des miracles d'équilibre pour rester sur ses pieds; et ne vous imaginez pas qu'il faisait cela dans la rue, ce qui n'eût pas été si mal, mais bien sur un toit d'ardoise à pente fort raide. Vous vous demandez peut-être qui est « Le Furet » et ce qu'il faisait là-haut ce soir-là? Eh! bien, voila! Ce gentlemen, obéissant à la véritable vocation exerçait l'honorable profession de « voleur à la tire ». Il comptait bien aussi à son actif quelques cambriolages. Il s'était même essayé dans l'art délicat de l'escroquerie, mais cela n'était pas réellement son affaire et c'était produit, en quelque sorte, par accident, par la faute des circonstances et sous la pression de quelques membres de sa respectable corporation. Sa véritable spécialité était le vol à la tire qui fournissait à son agilité et à son ingéniosité naturelles l'occasion de se manifester.

Ce soir-là, découragé et morose, « le Furet » était allé s'asseoir dans un café. La semaine n'avait pas été fameuse et ce jour-là il n'avait absolument rien gagné. Il n'avait pas besoin d'ouvrir son portefeuille pour connaître le montant exact de sa fortune. La somme était si misérable qu'une fois la consommation payee il ne lui resterait seulement pas de quoi s'offrir un modeste diner. — « Vraiment! songea-t-il, il y a de quoi se dégoûter du métier! Autant vaudrait se faire manœuvre, au moins je mangerai tous les jours à ma faim! » — Ces tristes réflexions lui étaient suggérées par de légères crampes d'estomac et un froid persistant aux orteils. Mais en vérité, Célestin Vanat aurait été incapable d'être manœuvre. Il était né pour l'aventure et il volait moins par esprit de lucre que parce que cela répondait aux besoins profonds de sa nature. Du reste lui-même en convint loyalement quelques instants plus tard, après avoir vidé la bouteille qui était devant lui. « Ce serait, pensa-t-il, gâcher les dons merveilleux... et rares que la Nature m'a octroyé si généreusement. » Réconforté par cette pensée il se leva et, après avoir payé sa consommation, il se dirigea vers un groupe de joueurs de belotte. Il feignit de s'intéresser à leur jeu et tandis que les partenaires discutaient avec animation il tenta de rafler le portefeuille de l'un d'entre eux. Mais son inspiration ne fut pas heureuse. Celui à qui il tenta de dérober son argent était un inspecteur de police. Pour si habile et si preste que fut le geste du « Furet », l'inspecteur le vit et il saisit rudemen tle poignet de notre héros. Celui-ci, avec une force que décuplait sa terreur d'être emprisonné — car il aimait la liberté plus que tout au monde — se dégagea rapidement et prit ses jambes à son cou. L'inspecteur, furieux, le poursuivit après avoir d'un coup de sifflet alerté les agents du quartier. Mais l'agilité du Furet était presque miraculeuse et il distança rapidement son adversaire. Avec une célérité admirable il se réfugia dans une maison, puis il grimpa sur le toit d'où il bravait tous les policiers du monde, ceux-ci ayant fort peu envie de se rompre le cou pour s'emparer d'un aussi maigre gibier qu'un voleur à la tire.

Le Furet dans le tragique de sa situation était resté optimiste, mais toutefois il se sentait assez mal à l'aise sur ce toit glissant et il décida d'en descendre. Lorsqu'il parvint à la lucarne par laquelle il s'était sauvé il s'aperçut avec désespoir qu'elle avait été fermée. Il se crut condamné à passer la nuit sur ce toit exposé au vent et au froid piquant. Avec mille précautions pour ne pas perdre l'équilibre, il s'approcha d'une cheminée qui fumait et s'accroupit afin de dissimuler sa présence au cas où les policiers continueraient à le surveiller. Mais ils étaient déjà probablement partis.

Notre héros se mit à rêver et ses réflexions n'étaient pas précisément couleur de rose. Un miaulement sauvage, d'abord sur des notes basses et rauques puis incroyablement aigües, le fit sursauter et le tira de sa rêverie. Il aperçut, à quelques pas de lui, un grand chat noir, maigre, famélique, qui dardait sur lui le regard de ses magnifiques yeux verts affamés et cruels. Si « Le Furet » avait été superstitieux il aurait pu croire qu'il avait affaire à un être surnaturel tellement l'apparition de cette bête aux yeux ronds et farouches avait été inopinée. Célestin Vanat s'ennuyait, puis il pensa que la bête pourrait lui tenir chaud et peut-être lui porter bonheur, et avec des paroles et des gestes doux et engageants il essaya de l'attirer a lui. D'abord méfiant, le matou se laissa peu à peu persuader par les bonnes manières du voleur qui acheva de le séduire en lui présentant du pain et une croûte de fromage. Quelques instants plus tard, repu et rassuré, le chat ronronnait sur les genoux de son nouvel ami à qui il communiquait une appréciable chaleur. Cependant la nuit était complètement tombée. Fatigué de sa position, les membres engourdis, Le Furet pensa que le moment était venu d'explorer les environs. Il aperçut sur un toit, en face du sien, une vaste cheminée; aucune fumée ne sortait de l'ouverture que l'on devinait très large et cela lui suggéra un nouveau moyen de salut.

Suivi du chat, il rampa jusqu'au toit voisin et pénétra dans l'orifice béant. Il se laissa glisser tout en freinant sa chute au moyen de ses pieds et de ses mains. Quelle descente! Le Furet ne devait pas l'oublier de sa vie! Son corps faisait tomber au passage une suie noire et épaisse qui lui rentrait dans le cou et lui inondait cheveux et habits Le chat qui l'avait, on ne sait pourquoi, suivi dans sa descente s'était cramponné à ses habits après lui avoir labouré le visage de ses griffes Le mélange de suie et de sang constituait au Furet un masque étrange et un peu effrayant.

Après quelques minutes qui lui parurent des siècles, Célestin Vanat, toucha du pied un sol stable et il comprit que sa descente était terminée. Il voulut sortir du réduit où il avait aterri en déplaçant le manteau de la cheminée mais celui-ci résista. Soudain un bruit de voix frappa ses oreilles et il vit, à travers une fente de la cloison, quatre personnes pénétrer dans la pièce.

Les quatre personnes s'assirent autour d'une table ronde et l'un des messieurs, après avoir râclé sa gorge d'un air élégant, prit la parole et déclara :

« Mes chers amis, je vous rappelle que nous sommes ici aujourd'hui, ou plutôt ce soir, vendredi 13 décembre 1935, pour décider quel doit être l'heureux mortel à qui vont échoir les plendides pierreries de feu mon regretté client, le comte de Irigabu, mort il y a un mois, Dieu ait son âme! Vous n'ignorez pas que celui-ci était un parfait original et il l'a prouvé une fois de plus. Je vous rappelle qu'une clause de son testament stipule que les célèbres bijoux de la famille des Irigabu reviendront en totalité à celui de ses trois cousins au premier degré qui fera, cette nuit, l'entrée la plus sensationnelle dans cette pièce où, selon les vœux du comte de Irigabu, doit s'effectuer ce petit concours. Vous avez été choisis par mon cher client, — je dirai presque : par mon cher ami; — pour constituer le jury. J'ai prévenu en temps voulu les trois cousins et je pense que dans peu de temps nous allons recevoir quelques visites »

Naturellement, Le Furet fut fort étonné en entendant ce petit discours et en regardant à travers la fente de la cloison il fut témoin d'un curieux spectacle.

En effet, quelques instants plus tard, une vieille femme pénétra dans la pièce, coiffée d'un chapeau de mousquetaire et vêtue du costume le plus étonnant qui soit : pourpoint de santé jaune, short rayé, bas nylon, poulaines de chevalier du treizième siècle. Sur ses épaules était posée une vaste cape qu'on aurait imaginé plutôt sur le dos de quelque hidalgo. Elle fit quelques pas, aussi gravement que si elle se fut trouvée dans son salon, revêtue d'une robe de soirée, et se présenta :

— « Comtesse de Irigabu y Tortosa, cousine au premier degré de mon cousin défunt. »

Tout le monde fut ahuri et un éclat de rire formidable éclata dans la pièce, auquel vint se mêler, sans que nul ne s'en doute, celui du Furet qui mit sa main devant sa bouche pour tenter de l'étouffer.

Presque aussitôt on frappa à la porte et à la stupéfaction générale on vit s'avancer un homme de quarante-cinq ans environ vêtu d'un habit d'arlequin, le visage fardé comme celui d'un clown et qui marchait sur ses mains tandis que ses pieds jonglaient avec un gros ballon rouge. Il se releva et se présenta cérémonieusement :

— « Comte de Irigabu y Paloma, cousin au premier degré de... »

Le reste ne fut pas entendu. Le rire causé par l'arrivée de la comtesse n'était pas encore éteint, mais à cette vue ahurissante il se transforma en une sorte de hurlement hystérique qui fit trembler les murs de la pièce. Le Furet, dans son coin, tout en caressant le chat, afin que ce dernier ne trahisse pas sa présence par quelques miaulements intempestifs, riait tant que ses côtes lui faisaient mal et il enfonça son mouchoir dans la bouche afin d'étouffer le bruit.

— « Maintenant, messieurs, — dit le notaire entre deux hoquets et riant aux larmes, — il ne nous reste plus qu'à attendre le troisième cousin, le comte de Irigabu y Balboa parti il y a vingt ans au Mexique. Dieu sait qu'elle entrée il fera! Pour moi, je vous le jure, je ne me suis jamais tant amusé de ma vie. »

Tandis que quelques larmes roulaient sur sa face joviale, il acheva sa phrase e nlançant un éclat de rire étourdissant qui déchaina à nouveau l'hilarité des trois juges, puis du comte, de la comtesse et enfin du Furet. Le rire monta, atteignit son paroxysme et Le Furet dans un excès de jubilation intense envoya brusquement son pied contre le manteau de la cheminée qui s'écroula avec un fracas terrible, glaçant net le rire des autres personnes.

Un spectacle étrange se présenta à leurs yeux : Assez semblable à un de ces fantômes que les gens imaginatifs et superstitieux croient apercevoir à la tombée de la nuit, hantant les cimetières, les recoins sombres et généralement tous les endroits peu fréquentés par les hommes, Le Furet était assis dans la cheminée, sale, noir, la chevelure hirsute et dans son visage couleur de suie ses yeux brillaient comme des escarboucles. Agrippé à ses épaules, le chat noir, le poil hérissé poussait des miaulements rauques tout en fixant les assistants d'un regard sauvage, véritablement diabolique. L'homme et la bête formaient un ensemble curieux qui aurait pu même paraître un peu effrayant, si les épaules de Célestin Vanat n'avaient été agitées de mouvements spasmodiques tandis qu'il faisait entendre des petits cris étouffés, pareils à ceux d'une mère poule appelant ses poussins.

Le premier moment de surprise, et même d'effroi, passé, la joyeuse compagnie éclata de rire en pensant à la façon originale et vraiment sensationnelle dont le comte de Irigabu y Balboa avait fait son entrée dans la salle. — car personne ne douta que ce visiteur descendu du ciel fut bien le troisième cousin si impatiemment attendu.

Le Furet, qui s'amusait prodigieusement, prit rapidement son parti

de l'aventure. Drapé dans ses guenilles, son chat sur les épaules, il s'avança d'un air empreint de noblesse et de dignité. Il s'inclina légèrement devant le notaire, dont la face devenait violacée à force de rire, et se présenta en prononçant la phrase rituelle qu'il avait entendu énoncer par ses devanciers :

— « Comte de Irigabu y Balboa, cousin au premier degré... etc. ».

Le notaire, les trois personnages qui constituaient le jury, le comte, la comtesse, tout le monde fut d'accord pour reconnaitre que c'était lui qui avait fait « l'entrée la plus sensationnelle. »

Aussitôt on l'entoura, on lui serra la main, on le félicita, la comtesse l'invita à venir la voir dans son hôtel et, finalement, le notaire se rendit à un coffre-fort encastré dans le mur; l'ouvrit et en tira un coffret en bois d'ébène qui semblait fort lourd. Il introduisit une clef d'argent dans la serrure et souleva le couvercle : des rubis, des émeraudes, des perles, des diamants splendides étincelèrent à la lumière. Fasciné, chacun se pencha pour admirer de plus près ces merveilles. Profitant de l'inattention générale, Le Furet, par une sorte de réflexe, déroba subrepticement au notaire un superbe portefeuille de cuir fauve qui paraissait bien garni. Ce fut l'affaire de quelques secondes, puis avec un naturel parfait, lui aussi se pencha et s'extasia sur la beauté des pierreries.

Et après avoir encore une fois contemplé son trésor, il prit possession du coffret, et le chat sous le bras, salua la compagnie, un peu étonnée de ce brusque départ, et gagna la sortie d'un air triomphal...

B.D.I.C

POÈTES DE FRANCE

LES GOELANDS

Les marins qui meurent en mer
Et que l'on jette au gouffre amer,
Comme une pierre,
Avec les Chrétiens refroidis
Ne s'en vont pas en Paradis

Trouver saint Pierre.
Ils roulent d'écueil en écueil
Dans l'épouvantable cercueil
Du sac de toile;
Mais fidèle, après le trépas,
Leur âme ne s'envole pas
Dans une étoile.

Désormais vouée aux sanglots
Par ce nouveau crime des flots,
Qui tant la navre
Entre la foudre et l'océan
Elle appelle dans le néant
Le cher cadavre.
Et nul n'a pitié de son sort

Que la mouette au large essor,
Qui, d'un coup d'aile,
Contre son cœur tout frémissant
Attire et recueille en passant
L'âme fidèle.

L'âme et l'oiseau ne font plus qu'un,
Ils cherchent le corps du défunt
Loin du rivage...
Et c'est pourquoi, sous le ciel noir,
L'oiseau jette avec désespoir
Son cri sauvage.
Ne tuez pas le goéland

Qui plane sur le flot hurlant
Ou qui l'effleure;
Car c'est l'âme d'un matelot
Qui plane au-dessus d'un tombeau
Et pleure... pleure!

Lucien BOYER

POETAS DE ESPAÑA

LLUVIA

LA lluvia tiene un vago secreto de ternura,
algo de soñolencia resignada y amable.
Une música humilde se despierta con ella
que hace vibrar el alma dormida del paisaje.
Es un besar azul que recibe la tierra,
el mito primitivo que vuelve a realizarse,
El contacto ya frío de cielo y tierra viejos
con una mansedumbre de atardecer constante.
Es la aurora del fruto. La que nos trae las flores
y nos unge de espíritu santo de los mares.
La que derrama vida sobre las sementeras
y en el alma tristeza de lo que no se sabe :
la nostalgia terrible de una vida perdida,
el fatal sentimiento de haber nacido tarde,
o la ilusión inquilta de un mañana imposible
con la inquietud cercana del dolor de la carne.
El amor se despierta en el gris de su ritmo;
nuestro cielo interior tiene un triunfo de sangre;
pero nuestro optimismo se convierte en tristeza
al contemplar las gotas muertas en los cristales.
Y son las gotas ojos de infinito que miran
al infinito blanco que les sirvió de madre.
Cada gota de lluvia tiembla en el cristal turbio
y le dejan divinas heridas de diamante.
Son poetas del agua que han visto y que meditan
lo que la muchedumbre de los ríos no sabe.
Oh, lluvia silenciosa, sin tormentas ni vientos,
lluvia mansa y serena de esquila y luz suave,
lluvia buena y pacífica que eres la verdadera,
la que amorosa y triste sobre las cosas caes!
Oh, lluvia francisçana que llevas a tus gotas
almas de fuentes claras y humildes manantiales!
Cuando sobre los campos desciendes lentamente
las rosas de mi pecho con tus sonidos abres.
El canto primitivo que dices al silencio
y la historia sonora que cuentas al ramaje
los comenta llorando mi corazón desierto
en un negro y profundo pentágrama sin clave.
Mi alma tiene tristeza de la lluvia serena
tristeza resignada de cosa irrealizable,
tengo en el horizonte un lucero encendido
y el corazón me impide que corra a contemplarle.
Oh, lluvia silenciosa que los árboles aman,
y eres sobre el piano dulzura emocionante.
Das al alma las miasmas nieblas y resonancias
que pones en el alma dormida del paisaje!

Frederico GARCIA LORCA.

LES GITANES DE CREIXAMS A PARIS

LA place Saint-Augustin est un des carrefours de Paris le plus affolant. Là, les gardiens de la paix attendent patiemment la folie qui, inévitablement, doit les assaillir à la fin de leur journée.

Tout près du carrefour de Saint-Augustin, où le docteur d'Hippone ne serait pas capable de rédiger une seule ligne de ses élucubrations théologiques, il y a la rue de la Boétie, pleine de galeries d'art, de salles d'exposition.

Portrait de la femme de l'artiste par Pedro Creixams

Quand on me dit que Creixams exposait ses toiles dans une de ces galeries, je m'inquiétai pour le sort du salut mental des gitanes de Creixams. Je me trompais. Elles sont toujours bien portantes, brunes, souples, souriantes parfois, parfois farouches, tantôt rêveuses sous leur coiffure brillante, tantôt excitantes, le visage éclaire de roses rouges.

Ce sont, évidemment, des gitanes conventionnelles. Mais vivantes. On en a bien vu de pareilles, à Gans ou à Chamberi. Car les gitanes authentiques se plaisent, à ce qu'il paraît, à copier les gitanes de Creixams. On se demande ou diable elles ont pu visiter une exposition du peintre catalan. Mais, certainement, elles l'ont visitée. Sinon, il ne serait pas possible de s'expliquer comment elles réussissent si bien à ressembler aux figures des toiles de Creixams.

Pendant ces derniers mois, Creixams avait disparu de la circulation. Si on allait le voir chez lui, à son atelier des cimes de Montmartre, il fallait crier — j'allais dire gue... — pour se faire ouvrir la porte. Creixams préparait cette exposition qui a tant fait parler de lui à Paris, ces jours-ci.

Et, pour Creixams, ceci est une performance. Il a établi son propre record. Ami de la bonne chère, des grandes fêtes, vrai bayard de la peinture et un peu aussi de la bohème — a tel point que l'artério sclérose le menace déjà de surdité — il a su, sans fanfaronnade, sans pose d'artiste si on peut dire, donner à ses toiles toute la chaleur de sa vie même. Ses nus, ses gitanes, ses multiples « déjeuners sur l'herbe », seraient bien capables de faire ralentir l'agitation folle du carrefour Saint-Augustin, s'ils étaient exposés sous ce soleil de printemps, en plein air, au lieu de l'être sur les murs étroits d'une petite galerie intime et accueillante.

C'est Creixams lui-même qui a choisi cette photo d'un de ses tableaux pour « L'Espagne Républicaine ».

« C'est ma femme, quand elle attendait un gosse », nous dit-il.

C'est une toile de Creixams.

Dommage que notre hebdomadaire ne soit pas imprimé en offset. Vous verriez, alors, les couleurs.

Et vous n'auriez plus envie de sortir dans la rue. Vous craindriez d'avoir froid, dehors, sous le simple soleil naturel.

V. ALBA.

Paris, avril 1946.

L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

SAGITARIO

WAIT AND SEE. O sea, esperar y ver venir. Dar tiempo al tiempo Cuando Bevin haya obtenido el título de Sir, que le obtendrá, y si el agradecimiento dinástico le otorga, además, algún condado, podrá poner en su escudo improvisado la divisa « Wait and see », con la que habrá sostenido a Franco y quebrantado el Imperio.

He llegado al convencimiento de que Bevin, posee un infuso arte del toreo, aunque su tipo no sea muy flamenco. Sabe, sin saberlo, que a los toros se les ha de aplomar, después de una escrupulosa dosificación de recortes, puyas y rehiletes, y a nosotros nos aplica el mismo arte, con la finalidad de quebrar nuestra energía, mustiar nuestras esperanzas, cansarnos obligando a unos a entrar en España, a otros a buscar, en Méjico, un ambiente amigo, y a vegetar el resto en Francia, adheridos a su asilo benigno. Las emigraciones políticas, son propicias al desencanto, si los años pasan; y el señor Bevin, manteniendo el équivoco de un anti-franquismo verbal y un anti-republicanismo efectivo, habría logrado, al fin, con su toreo sevillano, deshacerse de la oposición republicana, la más firme por su legalismo, la más recia por su fe impetuosa y la más temible por cristalizar, en torno de ella, las multitudes izquierdistas y los gobiernos que no han perdido el empuje de la guerra.

La política torera de Bevin, tiende, también, a fatigar a Franco. Un día declara aborrecerlo y pasa por El Pardo un aire de angustia. Otro, subraya que, aun aborreciendo a Franco, toca a los españoles el eliminarlo, y Franco, al oirlo, derrama una mirada confiada a sus cañones, sabiendo, nuevo Cisneros, que los cañones son sus poderes. Llega la ocasión de la nota tripartita y Franco, estigmatizado y emplazado, piensa, con angustia, que el platonicismo de la nota, puede ser completado con alguna fórmula coactiva; pero, al proponerla Francia, oye Franco las argucias de abogado de los ministros anglo-americanos, negando al Consejo de la Naciones Unidas, derecho de intervención, y da las gracias a su protector, el Santísimo Sacramento, expuesto en su capilla, cuando llegan los casos angustiosos. Al término de estos sobresaltos, Franco se siente nervioso, Franco se irrita y se pregunta si esas incertidumbres no acabaran con sus arrogancias escenográficas y con su prestigio, aun entre los suyos, viéndose manteado como un pelele.

Solo un hombre, a la vera de las dulzuras del Tajo, piensa que Bevin es un Romanones del Támesis : Don Juan sabe que las duplicidades inglesas cansan a Franco y cansan a los republicanos, no afectándole ni las prestidigitaciones de Bevin ni sus desenfadadas interpretaciones de la Carta de las Naciones Unidas. Bevin trabaja por él, porque Bevin se ha propuesto reunir un tute de reyes, con el de Grecia, con el de Bélgica, con el de España y con el suyo propio y quiere fatigar a todos para que todos acepten por consunción la monarquía.

Bevin ignora, naturalmente, la existencia de Vallés y Ribot, aquel federal impenitente que un día se levantó en el Congreso, para pedir, una vez más, la autonomía de Cataluña. « Porque, señores diputados — clamaba — sin la autonomía... Porque solo la autonomía... Porque las ventajas patentes de la autonomía... » y así tiempo y tiempo, sin cansancio y sin piedad, hasta que un diputado, interrumpió con irritada generosidad : « Que le den la autonomía y que se calle ! » Bevin confía en que, postrados por sus quiebras y sus largas, le griten para acabar : « Que le den la monarquía y que se calle! »

LA TERQUEDAD DE LA RAZON. — Pero si los ingleses poseen la flema que les da las victorias, los españoles poseemos la terquedad de la razón. Un inglés se batirá por el imperio o porque se lo habrá pedido la Majestad británica. Nosotros por creer que tenemos razón, o por suponer que somos los mandatarios de la Iglesia, como en el siglo XVI, o por sentirnos con la razón como en 1808, o porque la razón nos acompaña, como en las guerras civiles. A las ideas y a los sentimientos los vestimos de razón y cuando nos vemos con la razón, nos disparamos.

Bevin que intenta desviarnos por fatiga, estará asombrado de la persistencia nuestra. Siete años en el destierro, después de haber perdido una guerra y todavía tenemos aliento para remover el mundo. Nunca, ninguna emigración se comportó, en decisión y en insistencia, como la nuestra. Se estaba, todavía, en los campos de concentración y ya se alistaba para la nueva guerra. En todos los altos nombres de batalla, de Bir-Hakeim a Paris, hay sangre española. La sangre se hace pensamiento político y es el maquis en Francia, son las Cortes en Méjico, es el gobierno Giral, es nuestra diplomacia moviéndose como si detràs de ella, hubiera un Estado, un ejército y una flota. De Gaulle, formó su Asamblea consultativa; pero de Gaulle, estaba en Argel, tierra francesa. Es tan denso, tan heroico, con heroísmo de voluntad y de espíritu, lo que hemos hecho, lo que estamos haciendo que los mismos refugiados no se dan cuenta de su grandeza.

Qué hicieron los luteranos que, bajo Luis XIV, emigraron a Alemania? Se llevaron con ellos una idea religiosa y se callaron. Qué realizaron los Puritanos? Se fueron con su biblia a América, formaron una nación, y adheridos a una nueva tierra, se callaron. Qué reacción tuvieron los vencidos del 2 de diciembre? En cuanto Napoleón III dió una amnistía, aquellos republicanos, a pesar de su fé que resucitó en 1871, se callaron, y Victor Hugo, tuvo que lanzar aquel verso : « Y si no resta más que uno en el destierro, yo seré ese. » Qué hicieron los Boers? Aceptar las libertades consoladoras que les dieron los ingleses, sin intentar una reacción de reconquista. Qué hicieron los antifascistas italianos? Resistir, primero, y después, contemplar cómo iban mustiando los años sus esperanzas. Nosotros, no. Sangrados, diezmados, apaleados, escarnecidos, seguimos pensando que la razón, la nuestra, está incrustada en la historia y en nuestras entrañas y cruzada la razón con la firmeza, escuchamos la voz de nuestro héroe nacional, Don Juan Tenorio, sintiéndonos capaces de volver a rehacer la República, encima de todas las desolaciones.

Esto es lo que Bevin ignora y lo que debe consternarle. Qué es lo que alienta a estos hombres, se preguntará, con los que no contábamos y qué aparecen en Inglaterra como un motivo electoral, y hablan pueblos que los presentan ante la Naciones Unidas, y topan con gobiernos que los reconocen y uno les presta sus palacios para que abran el parlamento y otro, convencido por ellos, admirado de ellos cierra sus fronteras? Es el milagro de la razón, esa razón que la razón de Bevin, no comprende, hecha voluntad, convertida en corazón, transformada en fé dinámica. Solo los judíos han poseído esta persistencia vital y sin embargo, han tardado veinte siglos, en reivindicar Palestina.

Mejor que estas evocaciones, Bevin y los Bevines, comprenderán una anécdota. Salían de Grenoble, un hijo de Don Miguel Maura y un amigo suyo, también español y como el auto llevaba no se qué faros apagados, los gendarmes, detuvieron el coche :

— Yo he salido de Grenoble — observó al hijo de Maura — con los faros así, porque están averiados, no por voluntad, ni por descuido.

— Nosotros tenemos que constatar el hecho, pero si pagan ahora la multa, evitarán el proceso.

— Yo no la pago, porque tengo razón, no por los francos, y como esto es verdad, podemos volver a Grenoble, cenaremos y beberemos, incluso, unas botellas de champán.

— De manera que por creer tener razón, se gastará Vd. el doble y el triple de la multa, por no pagarla.

— Sí, señor.

El bueno del gendarme — esto pasaba a finales del 1938 — movió la cabeza y respondió con un gran convencimiento :

— Ahora, comprendo la guerra de España!

Terquedad de la razón española que vió un gendarme en Grenoble hace ocho años y que Bevin no ve, no quiere ver, después de todas las lecciones de la guerra. Terquedad por la razón española, en Grenoble y en tierra deFrancia y en la de Méjico y en Nueva York, llevada por Polonia, y en el propio despacho de Bevin y que nadie podrá romper, ni Bevin, ni los Bevines, porque Bevin, ha sido cargador en los muelles de Londres, pero no sabe lo que es estar cargado de razón.

IBSEN CONTRA JOHN BULL. — El doctor Stockman, de « El enemigo del pueblo », se llama Pablo Casals. Esta vez, el doctor Stockman, se yergue contra los principios ingleses y las aguas malsanas que denuncia con las aguas del Támesis. Ellos, los parlamentarios ingleses, exaltan y echan detràs de John Bull, mientras Pablo Casals reivindica al doctor Stockman y aquel su famoso « el hombre más fuerte es el más solo ». He aquí a Pablo Casals solo frente a Inglaterra, impermeable y dura. He aquí a un español erguido contra un imperio. Es esta una tragedia en la que, tal vez, no pensamos más que dos hombre : Rafael Moragas, el viejo y fiel amigo de Casals, y yo.

Para este abril, estaban anunciados en Londres y en las grandes ciudades inglesas los conciertos de Casals y Casals no va; no quiere ir a Inglaterra y ha rescindido el contrato con su empresario, porque Inglaterra no ha hecho aún ningún gesto para romper con Franco. La nota tripartita — objetamos a Casals — leída con benevolencia podría ser tenida como una repudiación de Franco, y Casals nos respondió con sencillez contundente : « No basta ». A ver, que salga un político capaz de renunciar a varios millones de libras esterlinas por que Inglaterra aplica a España una política utilitaria y torcida. A ver, que aparezca un megalómano de directorio o de comité y que rechace las apologías del « Daily Mail » y del « Thimes » y la aquiescencia fervorosa de las selecciones británicas presididas en Londres por los reyes. A ver, que los habituales de las elasticidades políticas y de las combinaciones electorales nos expliquen si no hubieran hallado después de la nota tripartita una lubrificante explicación, para el retorno a Londres, y hallar la renovación de la gloria y la ganancia aurea.

No aparecerán. Y sin embargo, yo sé, Pablo Casals sabe que sobre su gesto con desnudez y pureza de estrella han caído piedras, como cayeron sobre las ventanas del doctor Stockman. Yo he oído a un señor diputado catalán aplicar a la actitud de Casals esto, dejado caer con desdén : « Bah! Exhibicionismo. » Ninguna indignación, de enorme que era aquello, sino la sonrisa que provoca lo desproporcionado. Me recordó que un día entró en el Ateneo Barcelonés, Valentí y Camp, hojeó la revista de « Els Estudis Catalans », topó con un estudio sobre « El movimiento perturbado de una cuerda », del gran matemático Esteve Terrades en el que todo era explicado con fórmulas algebraicas y el pobre Valentí y Camps, que no sabía nada de nada, movió despreciativamente la cabeza, echó su labio inferior, desdeñoso, sobre las páginas para él ininteligibles y murmuró : « Qué pedantería! »

En este abril ha habido una fecha, el 14, y un gran hombre : Pablo Casals. Los Reyes de Inglaterra no lo han oído, los lores no lo han oído, Bevin, si es que este señor ama la música, que lo dudo, no lo ha oído. En ese silencio de Londres resuena la conciencia del mundo, porque Pablo Casals es hoy la conciencia del mundo aplicada a España, como antes lo fué aplicada a Alemania, cuando la primera persecución de los judíos, y aun antes, proyectada a Italia cuando los agravios a Toscanini. Y entonces, señor diputado, también era exhibicionismo romper con la Italia de Mussolini en 1935 y con la Alemania de Hitler de 1932?

Pablo Casals, en este abril de 1946, es el anti-Bevin, como Bevin es el anti-Casals, como Pablo Casals es el anti-Truman. Cuando el sucesor reglamentario de Roosevelt decía el 12 de abril que la presentación de la cuestión española a las Naciones Unidas era una maniobra política, nos parecía escuchar el dictamen del diputado catalán sobre la grandeza de Casals.

SEMANA SANTA. — Toda la cristiandad ha conmemorado las horas patéticas de la muerte de Jesús. Los cristianos se arrodillaban frente a los altares enlutados y en los púlpitos los sacerdotes decían su sermón de las siete palabras.

Sobre la tierra se ha proyectado por unas horas la sombra de la Cruz. El Mesías de la igualdad y la fraternidad humanas, agonizaba regado de sangre y en la frente las espinas. Un centurión al oirlo gemir, alzó la lanza y le abrió el costado.

Hoy, ese centurión sería falangista.

Mario AGUILAR

DE LEUR PROPRE AVEU

(Extraits de la presse franquiste)

LE RETARD DE L'ESPAGNE SELON M. BEVERIDGE

Sir William Beveridge est allé en Espagne pour y faire des conférences sur l'organisation de la sécurité sociale d'après le plan qui porte son nom.

Avant de partir il a reçu les journalistes madrilènes et il leur a fait des déclarations. Retenons celle citée par « La Vanguardia » du 31 mars :« Il dit ensuite : En Angleterre, Churchill a été renversé du pouvoir cordialement et avec grand enthousiasme, mais nous ne l'avons pas mis en prison. Il vient de prononcer, entre autre, un magnifique discours à Fulton et l'Etat le paie en tant que chef de l'opposition. Je ne veux pas dire que le régime et le système britannique soient applicables uniformément à tous les pays, mais je ne puis m'empêcher de faire la constatation suivante : c'est que la dernière guerre civile anglaise date de deux cent cinquante ans. »

LES MORCEAUX CHOISIS DE FRANCO

Nous avons donné, dans notre précédent numéro, quelques belles phrases du discours prononcé par Franco, le 6 avril, et qui s'adressait aux anciens combattants. En voici d'autres, aussi authentiques que caractéristiques :

« Les actes du peuple espagnol n'indiquaient pas une décadence, mais ils résultaient d'une politique de concessions. A chaque pas on trouve la non-conformité du peuple espagnol, même dans des chemins d'erreur, comme celui de ces jeunes gens à gabardine et à pistolet automatique, qui cherchaient à obtenir par la violence une justice sociale qu'on ne voulait pas leur donner. »

Bravo! Par les mêmes procédés, les jeunes phalangistes ont imposé une injustice totale qu'on ne voulait pas leur consentir.

« Bons ou mauvais, continue-t-il, c'étaient les symptômes d'une virilité d'un peuple qui avait besoin de commandement, de guide et de direction. Est-ce que l'attention qu'on prête à cette scorie de notre nation éparpillée à travers le monde veut dire autre chose ? »

Voyons, voyons, c'est peut-être pour la grandeur de Franco qu'on l'attaque de toutes parts? Voyez, il flatte déjà les « pistoleros ». Mais c'est qu'il parlait à ces anciens combattants.

PEUR A LA BOURSE

La chronique hebdomadaire de bourse de « La Vanguardia » de Barcelone, du 7 avril, est bien significative :

« La suave évolution du marché des actions vers une situation plus calme et qu'on avait déjà remarqué la semaine dernière, a pris un plus grand relief au cours des quatre dernières journées. Malgré cela, quelques valeurs isolées ont éprouvé de fortes convulsions parfois dans le sens de la hausse, parfois au contraire dans le sens de la baisse. D'autre part on a pu observer qu'à mesure que le calme revenait, les accès de faiblesse des cotations, en général d'importance modérée, se faisaient de plus en plus fréquents. C'est pour cela, qu'au moment où le marché abandonnait son orientation antérieure à sens unique, et lorsque le volume des transactions se contractait visiblement, quelques notes au cours de la semaine ont apporté de l'émotion à la physionomie de la Bourse. L'une de ces notes a tourné autour de la décision officielle de suspendre jusqu'à nouvel ordre la négociation des actions ordinaires et préférencielles de la Compagnie téléphonique nationale d'Espagne. »

La note continue :

« Les valeurs chimiques qui, la semaine dernière, s'étaient montrées plus fermes, ont fini par se laisser entraîner dans une petite tendance à la baisse. C'est ainsi que les actions des Carbures métalliques ont été portées de 525 à 520 et celles de Cros, de 450 à 436. Par contre, les actions de la Société houillère espagnole ont eu, ces derniers jours, une augmentation de leur activité, qui a facilité l'expansion de leurs changes qui ont passé de 238 à 255. »

.....

« Dans le groupe textile, tout l'intérêt a tourné autour des actions « Sniace » qui, étant la semaine dernière à 132 ont enregistré un mouvement spectaculaire de hausse jusqu'à 155 à la séance de jeudi dernier pour revenir, en fin de semaine, à 150. »

.....

« Les valeurs de transports se sont montrées quelque peu divergentes car, si d'un côté, les actions du Métro transversal et les préférencielles 5 % des Chemins de fer de la Catalogne étaient stationnaires, les ordinaires des Tramways de Barcelone descendaient de 145 à 141. Les actions Chade ont suivi une trajectoire assez accidentée, et après des raffales successives de dépression et de récupération, les changes de ces titres restent à quelque soixante-dix unités au-dessous du niveau final de la semaine dernière. En dernière heure, ces actions semblaient montrer une situation un peu plus constante. Cela est dû à ce que le nouveau gouvernement de l'Argentine n'a pas encore défini ses intentions à l'égard des entreprises étrangères. Il ne faut pas non plus oublier que toute politique sage devrait exclure l'hostilité contre les capitaux étrangers qui ont contribué si puissamment au progrès économique de l'Argentine. Ces considérations prennent encore plus de valeur quand il s'agit des obligations et des Bons de caisse Chade qui, quelle que soit l'évolution des événements, doivent mériter le respect le plus absolu.

» Une fois leurs coupons payés, les actions du Banco Hispano Colonial et celles du Crédit et Docks ont atteint un calme profond.

» La suspension de la négociation des actions ordinaires et préférencielles de la Téléphonique a surpris le marché dans des moments où il semblait disposé à développer une intense activité autour de ces valeurs. »

Toute cette agitation a un nom: peur.

L'ART DE TRAIRE LE PAYS

La grande question de l'autorisation d'ouverture des commerces ouverts.

Le « Buletin Oficial » de Barcelone a publié une circulaire du gouverneur civil, que reproduit « La Vanguardia » du 7 :

« Par ordre ministériel du 20 avril 1944, il a été arrêté que l'ouverture des commerces où l'on sert au public des articles à manger ou à boire devait être préalablement autorisée par les gouverneurs civils.

» Cette disposition est complémentaire de l'ordre ministériel du 20 mai 1940, qui interdisait l'ouverture de ces commerces. Certains propriétaires susvisés n'ont pas tenu compte dans cette capitale, des ordres donnés et ont ouvert, transformé ou agrandi, leurs commerces sans demander l'autorisation réglementaire à l'autorité compétente.

» Il existe actuellement à Barcelone des bars, des tavernes, des restaurants, des salons de thé, des crémeries, des pâtisseries etc.., qui ont été ouverts postérieurement au 20 mai 1940, qui n'ont pas obtenu la permission du gouvernement civil (préfecture) ou même demandé l'autorisation prescrite.

» Il faut en finir avec une telle anomalie et c'est pour cela que le gouvernement civil se propose de faire une revision urgente de tous ces commerces. »

La circulaire poursuit en fixant les règles à observer pour que ceux qui ne sont pas en règle s'y mettent et en indiquant que ces mesures vont être appliquées par la suite à toutes les communes de la province.

Voyez-vous d'ici le volume des « affaires » que cela représente ? Combien pour ne pas avoir à fermer ?

Mais, le plus curieux de l'affaire, c'est que « La Vanguardia » fait suite la note du gouverneur civil de l'explication suivante :

« En même temps que cette mesure préfectorale, le ministère de l'intérieur a pris une décision qui apporte certaines dérogations aux dispositions de ladite circulaire.

» Malgré cela, les motifs qui ont inspiré la décision prise par cette préfecture restent valables et la décision en vigueur. Il n'y a pas d'excuse pour ne pas se mettre en règle. C'est pour cela qu'on modifie le terme accordé, qui sera d'un mois à partir du 8 courant... »

Les commerçants sont, de cette façon, à la disposition de tous ceux qui voudront les traire : les autorités, les avocats, les agences, les inspecteurs, les dénonciateurs, les maîtres-chanteurs c'est-à-dire tous ceux de la Phalange espagnola traditionalista et des J. O. N. S.

— Oui, peut-être que l'enjeu est à vous, mais c'est moi qui joue.

LA SEMAINE EN ZIG-ZAG

Les trottoirs en l'an 2000

JE ne crois pas à cette information récente qui prétend que Moscou serait bientôt pourvue de trottoirs roulants glissant le long des immeubles à une vitesse de quinze kilomètres à l'heure.

Je n'ajoute pas foi à cette fantaisie parce qu'elle vient de l'Est.

Ce serait tout différent si on me contait qu'une cité réservée aux milliardaires de la planète — une petite capitale du confort en quelque Amérique moderne — songe à fabriquer, en marge de chaque rue, le trottoir filant, muni de sièges profonds, cueillant sur le pas des portes les nababs fatigués par la joie de vivre.

Car, pour ce qui concerne les inventions cocasses c'est toujours à l'Ouest qu'il y a du nouveau.

Mais en Russie allons donc!

Pourquoi, puisque des informateurs sont en veine d'imagination, ne nous annonce-t-on pas la rue roulante? Vous voyez ça : plus de voitures, plus de camions, plus d'autobus. C'est la rue qui marche. Chacun son tour, pas vrai? Vous poussez votre chargement sur la chaussée fuyante A l'adresse indiquée, d'un coup de pouce énergique, vos marchandises s'engouffrent dans le vestibule du destinataire.

C'est simple. Et le fin du fin du progrès mécanique est réalisé.

Soyons modernes que diable!

Ne nous arrêtons pas en route : la vitesse de nos projets doit être supérieure à la vitesse de nos constructions.

Sacrés trottoirs! Ils sont roulants, en effet, dans l'autre sens du mot.

Ce qui est inquiétant dans ces plans de ville, d'après-demain, c'est le mépris qu'ils affichent pour les besoins physiologiques de l'homme.

Ce dernier a reçu du Créateur deux jambes.

Deux jambes qu'il doit utiliser pour tenir la station verticale et marcher.

Marcher chaque jour — vers son destin, vers un poteau d'arrivée, vers le succès ou vers le cimetière — mais marcher à tout prix.

Car l'homme qui ne marche pas sent ses muscles s'amollir, ses supports s'évanouir progressivement.

La fonction disparaissant, l'organe disparaît aussi, déclare une loi naturelle.

Donc, le régime des trottoirs roulants conduit inéluctablement, au bout d'un temps X, que mon incompétence m'empêche de préciser, à l'atrophie des jambes.

Et bientôt, grâce à la manie du moindre effort, ce sont des peuples de culs-de-jatte qui habiteront la planète.

Ajoutez que les bras de l'homme s'armenuisant au fur et à mesure que des inventions diaboliques le dispensent de se servir de ses ailes, c'est vers une humanité composée d'hommes-tronc et de femmes-tronc que nous courrons avec une superbe insouciance.

Voilà pourquoi je ne crois pas aux trottoirs de Moscou.

Les Russes n'ont pas le goût du suicide.

Ils garderont leurs jambes.

Ce qu'il fallait démontrer.

Corvées protocolaires

JE suis plein d'admiration pour M. Léon Blum, parti vers New-York, malgré son âge.

M. Léon Blum a du courage de braver les cérémonies officielle, car il en a l'expérience, et il sait qu'aux Etats-Unis c'est au coefficient dix qu'il faut numéroter les ennuis quotidiens des voyages faits au nom d'un gouvernement européen.

Il y a le supplice de l'interview auquel il faut échapper en parlant pour ne rien dire.

Il y a le supplice du kodak : la pose et le sourire obligatoires devant une armée de photographes bien décidés à emporter vos traits sur leurs pellicules.

Et il y a le supplice des banquets, auquel ne résistent pas tous les estomacs.

Mais on peut survivre, avec un peu d'habileté, aux assauts des curieux. On peut se tirer sans trop de dommages des repas pantagruéliques en ne vidant jamais son verre et en négligeant le homard dans l'assiette. Le discours final fait oublier le mépris de l'invité pour le menu de choix.

Mais comment se défendre honorablement quand sonne l'heure du quatrième supplice : celui de la poignée de mains.

Quelques jours après son arrivée, M. Léon Blum — héroïquement — a serré cinq cents mains au cours d'une présentation mondaine et politique!...

Ce qui veut dire que cinq cents personnes aussi aimables que vigoureuses, sont venues, une à une secouer la dextre du leader socialiste français.

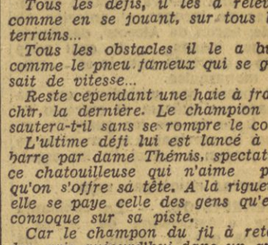
Et quand on sait ce que « shake-hands » signifie outre-Atlantique, on conçoit une crainte motivée sur l'état des phalanges de l'ancien président du conseil.

Car l'Américain secoue la main d'un visiteur avec toute la force dont il est capable. A vous broyer les os. Plus il y a de force, plus il y a de sympathie.

En Europe, on n'ose pas secouer les pruniers de cette façon-là. L'arbre n'y résisterait pas.

Ce supplice, que le patient doit subir jusqu'au bout, ne comporte aucune atténuation d'aucune sorte. Impossible de substituer une main mécanique à une main véritable pour ce genre de congratulations. Inutile de demander un quart d'heure d'entr'acte pour aller chez le pharmacien du coin. Il faut boire la coupe entière.

La main gauche ne peut pas



songer, en ces circonstances, à venir au secours de la droite. Rien à faire, vous dis-je, pour écourter la corvée, ou réduire les conséquences de la rage d'amitié qui se manifeste.

J'adresse donc à M. Léon Blum l'expression de nos sincères condoléances.

En quittant la France il savait à quoi il s'exposait.

Son sacrifice n'en est que plus méritoire.

Il a donné la main à son pays deux fois. Au propre et au figuré.

Fasse le Ciel que ce ne soit pas seulement au figuré que M. Truman et son entourage placent quelque chose — accords, promesses, etc... — dans la main tendue et molestée de M. Blum.

Il mérite mieux qu'un engourdissement prolongé de ses cinq doigts.

Mieux qu'un massage politique.

Et mieux que l'illusion de s'être mis un doigt meurtri dans l'œil.

Car la diplomatie du doigt dans l'œil est la plus douloureuse.

Ainsi que l'affirment les manucures et les oculistes des cinq parties du monde officiel.

Chronique sportive

TOUS les records, il les a battus, et il faut voir avec quelle facilité, éclipsant les vedettes chevronnées du ring, du court, de la piscine, du stade...

Tous les défis, il les a relevés comme en se jouant, sur tous les terrains...

Tous les obstacles il le a bus, comme le pneu fameux qui se grisait de vitesse...

Reste cependant une haie à franchir, la dernière. Le champion la sautera-t-il sans se rompre le cou?

L'ultime défi lui est lancé à la barre par dame Thémis, spectatrice chatouilleuse qui n'aime pas qu'on s'offre sa tête. A la rigueur, elle se paye celle des gens qu'elle convoque sur sa piste.

Car le champon du fil à retordre, pris aujourd'hui dans un gros filet, tel un poisson géant à l'embouchure d'un fleuve, échappera-t-il requin agité, au juste châtiment?

Petiot battra-t-il le record de l'impunité?

Ce n'est pas possible, évidemment, bien qu'il détienne déjà le record du crime, celui de la prétention, celui de l'insolence, celui du bluff, celui de la goujaterie, celui du cynisme...

L'athlète complet court, boxe, saute nage à ravir...

Il exécute mieux que quiconque les rétablissements, les pirouettes, les soleils et les pieds au mur...

Il crache à vingt mètres, avale sans sourciller douze témoins à charge, danse sur les cadavres.

Il se dit le premier patriote de France...

Il réclame une statue quand on lui présente l'échafaud.

En un seul numéro de cirque il montre toutes les faces de son talent, c'est-à-dire qu'au cours d'une seule audience de cour d'assises il est tour à tour prestidigitateur, clown, trapéziste suspendu dans le vide, acrobate passant dans un cerceau enflammé, équilibriste glissant sur la procédure...

Devant un public qui n'en revient pas il s'essoufle, monte à l'échelle, plonge dans les bas-fonds bourbeux, s'élève à la grandiloquence, sourit et recommence, déçu de n'être pas applaudi.

Entre le président et l'avocat général il glisse, serpente, fuit, frétille, mord, s'exclaffe...

Autant d'exercices épuisants qui n'étaient pas prévus au programme et qui font de Petiot, maître du crime scientifique, le monstre du jour, le superbandit d'une superproduction macabre.

Avec lui c'est un spectacle sportif qui nous est offert?

Las sûr.

Ce serait plutôt une ménagerie qui a lâché sa bête la plus sauvage, la plus souple, la plus rampante.

Le dernier mot doit être dit par le dompteur.

Car, pour la moralité du spectacle ce n'est pas lui qui doit être avalé.

Sancho PANZA

NOUVELLES D'ESPAGNE

MADRID. — Le « Journal officiel » a publié un décret du ministre des finances nommant M. José Luis Arrese conseiller de l'Etat à la Compagnie du monopole de Pétroles (C. A. M. P. S. A.) Arrese avait été ministre pour la Phalange avec le titre de « ministre secrétaire du parti ».

La sinécure qu'on vient de donner à Arrese n'est pas un petit morceau de pain, quoiqu'il soit si rare en Espagne.

— MADRID 4. — Au palais de El Pardo, le Caudillo a reçu le serment des nouveaux évêques de Jaca, Mondoñedo, Solsoun et Ciudad Rodrigo. Les nouveaux fidèles de Franco sont Mgrs Jose Bueno Monreal, Maximo Yurramendi Alcain, Vicente Enrique Tarancon et Fernando Quiroga Palacios.

MADRID, 4. — Fernando Pita, inspecteur de la R. E. N. F. E., est décédé à Valdepenas. Il a légué toute sa fortune, la moité aux magistrats de la Salle civile du Tribunal Suprême, et l'autre moitié aux Jésuites. Si ce legs n'était pas accepté, il irait totalement aux institutions de bienfaisance de Vigo, ville natale du défunt.

Les magistrats se refusaient à accepter ce legs mais, à la fin, dit « La Voz de España », ils ont dû céder. Quand aux Jésuites, le journal n'en souffle mot. Ce n'était pas nécessaire.

MADRID, 4. Le chef national du Syndicat de l'olivier, a déclaré que les 27.000.000 d'Espagnols ont besoin, pour une consommation normale, de 325.000.000 de litres d'huile par an, et que « dans ces derniers temps les récoltes n'ont pas été bonnes ». En 1912, dit-il, on avait produit 63.000.000 de litres et 666.000.000 en 1927.

MADRID, 4. — On a supprimé les restrictions d'électricité à Madrid et provinces limitrophes.

LIBRAIRIE
Tous les meilleurs livres français sur l'Espagne - Livres espagnols. Ouvrages catalans. Revues - Brochures
1, Bd d'Arcole, 1
TOULOUSE

LE DONJON
ATELIER SPÉCIAL DE RÉPARATIONS DE BIJOUTERIE ET D'HORLOGERIE
Travail soigné et garanti